

*« Populismes »,
racismes,
et néofascismes :
les monstres de la
mondialisation ?*

Les racines néolibérales
du « populisme de droite » p.17

Mouvements réactionnaires
en Europe: bilan, défis
et perspectives p.22

Défendre l'héritage de
Marielle Franco au Brésil p.35

Inde: face au nationalisme
néolibéral, la riposte
du peuple p.44

N°2

Avril
2022

Le lendemain solidaires

REVUE CRITIQUE POUR UN AUTRE DÉVELOPPEMENT



IMPRESSUM

« Populismes », racismes, et néofascismes :
les monstres de la mondialisation ?,
Avril 2022, 60 pages

Éditeur :
CETIM

Dossier préparé par :
Murad Akincilar et Léo Ruffieux

Contributions :
Saïd Bouamama, Murad Akincilar,
Federico Tarragoni, Quinn
Slobodian, Dominique Vidal,
Maurice Lemoine, Ahmet Insel,
Michel Warschawski, Mercedes
Dominguez, Shalmali Guttal, Young
Struggle, Catherine S. Namakula,
Cruz Melchor Eya Nchama

Comité de rédaction :
Murad Akincilar, Julie Duchatel,
Melik Özden, Florian Rochat,
Raffaele Morgantini

Secrétaire de rédaction :
Léo Ruffieux

Communication et diffusion :
Marie-France Martinez

Maquette et graphisme :
Utopix

<https://lendemainssolidaires.org>

Abonnement annuel :
3 numéros 20.- CHF ou 20.- Euros/an

Prix au numéro :
8.- CHF ou 8.- Euros

Paiement par virement bancaire
Postfinance
IBAN: CH90 0900 0000 1 201 98501
SWIFT/BIC: POFICHBEXXX

CETIM
Rue Amat 6 1202 Genève, Suisse
Tél. +41 (0)22 731 59 63
contact@cetim.ch
www.cetim.ch

Remerciements
Cette publication a bénéficié du soutien
de la Ville de Genève, à travers la Fédération
genevoise de coopération.

Sommaire

3 Édito

Par CETIM

4 Le maldéveloppement, véritable source du racisme

Par CETIM

7 Néo-colonialisme, capitalisme et racisme : un complexe systémique indissociable

Par Saïd Bouamama

10 Les dynamiques totalitaires du maldéveloppement

Par Murad Akincilar

17 Le mirage du populisme (de droite)

Par Federico Tarragoni

Encadré : Les racines néolibérales
du « populisme de droite »

Par Quinn Slobodian

22 Mouvements réactionnaires en Europe : bilan, défis et perspectives

Entretien avec Dominique Vidal

27 « Ne me tuez pas, tuez le racisme ! »

Par Maurice Lemoine

30 Le national-capitalisme autoritaire en Turquie

Par Ahmet Insel

32 « Toujours plus à droite » : l'impunité du régime israélien

Par Michel Warschawski

35 Défendre l'héritage de Marielle Franco au Brésil

Entretien avec Renata da Silva Souza

41 Une réponse syndicale face au racisme et à la précarisation

Par Mercedes Dominguez

44 Inde : face au nationalisme néolibéral, la riposte du peuple

Entretien avec Shalmali Guttal

51 Entretien avec l'organisation de jeunesse antiraciste Young Struggle

54 Entretien avec Catherine S. Namakula, Vice-Présidente du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine

Encadré : « Empire des vaincu-es »

Témoignage de Cruz Melchor Eya Nchama

60 L'évolution des revendications contre divers types de politiques racistes

Par CETIM

« *The dictator is coming!* » Qui ne se souvient pas de ce moment gênant au sommet de Riga (2015) où Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, accueillait avec bonhomie et tapes affectueuses sur les joues le néofasciste hongrois Viktor Orban ? Un contraste poignant avec la thérapie de choc imposée au même moment par la troïka au peuple grec lors de la crise de la dette¹.

L'« extrême centre » ou, selon Tariq Ali, « ces politiciens craintifs et dociles qui font tourner le système »² peut ainsi plaisanter sur l'état de la démocratie, mais pas sur les choix économiques. On comprend dès lors pourquoi l'establishment s'accommode de replis identitaires – alimentés autant par des stratégies partisans³ que par un capitalisme médiatique de plus en plus prédateur⁴. En retour, les leaders dits « populistes », comme Trump, Orban ou Erdoğan, ne lésinent pas sur la mise en place de politiques néolibérales. La boucle est bouclée ; et dans ce cercle vicieux, les mouvements prétendent « populistes » exploitent et alimentent la crise prolongée du système dominant dénoncée de manière constante par l'éditeur de la présente revue⁵.

Quel rôle jouent les citoyen·nes et les peuples opprimés dans ce jeu de dupes ? Car les ressorts du maldéveloppement sont complexes et ne peuvent être coupés des sociétés dans lesquelles ils prennent pied. Il faut par conséquent appréhender ce maldéveloppement comme le résultat de dynamiques perverses fonctionnant en vases commu-

nicants, entre la crise démocratique (défiance à l'égard du politique, désaffection des urnes, attraction de la démagogie, tentation du complotisme, inclination pour le racisme et la xénophobie) venant du « bas » et les projets politiques exclusivistes (recul de l'État social et division du peuple) venant d'« en haut ».

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, s'inscrit dans ce contexte. D'autres grandes puissances impérialistes en maints endroits ont misé sur leur puissance militaire pour tenter de régler par les armes des questions d'ordre politique et géostratégique. Or, la guerre entre pays est au paroxysme du maldéveloppement. Elle est rarement porteuse de solution durable, mais provoque des destructions et des souffrances indicibles pour les peuples concernés. La propagande guerrière et de présentations univoques du conflit n'aident pas à la réflexion sur les causes de la guerre ni à la recherche de solutions politiques au conflit. Elles ne font que renforcer le racisme, la xénophobie, le populisme réactionnaire et la tendance militariste des gouvernements en Europe.

Penser *ensemble* la montée des mouvements réactionnaires et racistes et la violence du logiciel néolibéral, c'est le credo – et la démonstration – qui anime, modestement, ce deuxième numéro de *Lendemain solidaires*. Offrant recul nécessaire et point d'appui pour des réflexions ultérieures, ce numéro fait entendre un autre son de cloche. En guise d'entrée en matière, les trois premiers auteurs explicitent le lien entre racisme et maldéveloppement. Dans leur

Édito

Par CETIM

réflexion sur le caractère politique du racisme, les chercheurs Federico Tarragoni et Quinn Slobodian révèlent ensuite la supercherie du « populisme de droite » : le premier en s'attaquant à son profil sociopolitique et le second à son profil économique soi-disant « anti-système ». Sont ensuite étudiés divers visages de l'exclusion – promoteurs fascisants de l'*Hindutva*, l'idéologie du suprématisme hindou, l'apartheid israélien, le régime bolsonarien... – en lien avec le phénomène global de maldéveloppement à l'ère de la mondialisation néolibérale. Fidèle à son approche, notre revue présente des analyses et des expériences de lutte par pays/régions ainsi que des éléments de réponses concrètes émanant des mouvements sociaux. Elle donne enfin le dernier mot à des expert·es du système des Nations Unies. Bonne lecture !

NOTES

1. Pour en savoir plus sur le sujet voir l'ouvrage collectif : *La vérité sur la dette grecque*, éd. Les Liens qui Libèrent (LLL), 2015.

2. ALI Tariq, 2015. *The extreme centre, a warning*, Verso books : « Depuis les années 1990, la démocratie a pris en Occident la forme d'un extrême centre dans lequel centre-gauche et centre-droite s'entendent à préserver le *statu quo* ; une dictature du capital qui a réduit les partis politiques au statut de morts-vivants. » (pp. 271-272).

3. ABOU-CHADI Tarik, KRAUSE Werner, 2020. *The Causal Effect of Radical Right Success on Mainstream Parties' Policy Positions - a Regression Discontinuity Approach*, British Journal of Political Science: 50 (3): 829-847.

4. ACRIMED, 2022. *Médias et extrême droite : la grande banalisation*, Médiacritiques, n°41, janvier-avril 2022.

5. CETIM, 2017. *Près de 50 ans de lutte contre les inégalités*, cetim.ch, 10/05/2017.

Le maldéveloppement, la véritable source du racisme

Par CETIM¹

Le racisme est à la fois le produit et la force motrice du système d'exploitation et de domination qui prévaut actuellement à l'ère de la mondialisation néolibérale.

Le racisme, tel qu'on en voit évoluer les formes aujourd'hui, ne saurait se résumer à des attitudes et pratiques néfastes d'individus ou de groupes ou à de mauvaises pratiques de corps d'État, d'employeur-euses, de logeur-euses et autres, même si ces aspects meurtriers et dégradants dans la quotidienneté sont non seulement exécrables, mais aussi contraires au respect minimum des droits humains et donc condamnables sur cette simple base. Mais de fait et de plus, tout en se perpétuant, le racisme à changé de couleur, si l'on ose dire ainsi. Plus précisément, il ne se réfère plus seulement à la couleur de la peau, même si celle-ci reste un discriminant dominant. Cela va au-delà. Avec la mondialisation polarisante actuelle, ses victimes ne sont plus seulement

les peuples et les gens « de couleur », même si ceux-ci en constituent toujours l'énorme majorité.

Ce racisme est adjuvant et résultat d'une inégalité sociale grandissante, une inégalité entre peuples comme entre individus vivant dans une même nation. Ce racisme fait système, fait partie du système d'exploitation et de domination prévalant à l'échelle mondiale. Il vise le/la pauvre, le/la producteur-trice pas assez « rentable » pour rapporter suffisamment de profits, les non-consommateur-trices parce qu'insolvables, les vieux et les vieilles grabataires « à la charge de la société », les « marginaux » et les « marginales », les « improductif-ves » aux yeux du capital, la masse des travailleur-euses facilement interchangeables parce que « non-qualifié-es » ou « disqualifié-es »

Ce racisme fait système, fait partie du système d'exploitation et de domination prévalant à l'échelle mondiale.



selon ses critères. Les travailleur-euses informel-les, les habitant-es des bidonvilles, la petite paysannerie, demeurant l'immense majorité dans le monde. Aussi, le « petit blanc » ou la « petite blanche » fermier-ère de l'Arizona peut en faire partie tandis que le/la professionnel-le hautement qualifié-e, « même » d'origine africaine ou asiatique, pourra en réchapper, si ce n'est aux vexations quotidiennes qu'il/elle continuera à vivre douloureusement. L'efficacité des groupements néo-nazis et d'extrême droite, comme par ailleurs des divers courants fondamentalistes, communautaristes, réside justement dans leur capacité à diviser ces divers exclus des « bienfaits de la mondialisation », à faire en sorte qu'elles s'affrontent ou s'honnissent, au nom de prétendus particularismes culturels ou de « races » inconciliables, plutôt que de s'unir face aux politiques à l'origine de leur commune marginalisation, exclusion, précarisation et ostracisation.

Un tel raisonnement est diamétralement opposé à la plus élémentaire justice. Qui plus est : s'il faut parler de continuité, il y a, dans le premier cas, une continuité des classes dominantes et des oppresseurs ; dans le second, une continuité des victimes et des opprimé-es. Évoquer la continuité de l'État dans le cas de la dette odieuse reste en conséquence purement scandaleux ; en revanche, avancer l'idée de réparations dues aux peuples victimes de la traite négrière ou du colonialisme - leurs modalités restant à déterminer - fait parfaitement sens.

Prétendre enfin que le sionisme, dans sa concrétisation historique réelle, coloniale et discriminatoire du maldéveloppement dans tous ses aspects, ne représente en aucune manière une forme de racisme, est contraire à toute observation intellectuelle honnête des événements en cours dans la région depuis bien plus de soixante ans.

NOTE

1. Il s'agit ici d'une version raccourcie de la prise de position du CETIM à l'occasion de la *Conférence de suivi de Durban* (Durban II). Cette conférence, qui s'est déroulée à Genève du 20 au 24 avril 2009, avait pour but d'évaluer les progrès réalisés dans le cadre des objectifs fixés huit ans plus tôt par la *Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée* (Durban I). Voir : CETIM, *DURBAN I pas en avant, DURBAN II pas en arrière ?* Alainet, 20/04/2009.

Dans cette configuration, prétendre que les États du centre ne peuvent être tenus responsables de leur passé colonial ou esclavagiste reste par ailleurs bien inconséquent. Ces mêmes États névoquent-ils pas le principe de la continuité de l'État lorsqu'il s'agit de s'opposer à toute demande, par les peuples qui en ont été victimes, d'annulation des dettes externes odieuses contractées par des dictatures qui le plus souvent leur ont été imposées ?



Néo-colonialisme, capitalisme et racisme : un complexe systémique indissociable

Par Saïd Bouamama *

Le racisme n'est pas une « essence » ou un simple trait pervers de l'humanité. Il est le produit de conditions historiques déterminées dans le sillage du colonialisme et du capitalisme.



Sociologue, économiste, auteur, militant associatif et chargé de recherche à l'IFAR (Lille), Saïd Bouamama est spécialiste des questions de discriminations et des processus de domination.

Depuis l'expérience du nazisme, le racisme comme idéologie justifiant une hiérarchisation de l'humanité, est marqué du sceau de l'illégitimité. Avant elle, le racisme avait droit au chapitre dans les universités et la recherche scientifique d'une part, le champ politique et médiatique d'autre part et le corpus juridique pour une troisième part. Comme le soulignait Aimé Césaire dès 1950, il a fallu que les horreurs subies jusque-là par les esclaves et les colonisés soient infligées à des « blancs » par d'autres « blancs » pour qu'enfin le racisme cesse d'être considéré comme une opinion légitime¹. Dans l'euphorie de la victoire contre la « bête immonde », beaucoup annonçaient la fin du racisme. Ce ne fut pas le cas. Pour quelles raisons ?

L'angle mort des explications dominantes du racisme

Il est fréquent d'entendre des explications du racisme le posant comme réalité ayant existé depuis les débuts de l'humanité. Il serait en quelque sorte une « malédiction » de l'humanité, un trait permanent de celle-ci.

Une telle approche n'est possible qu'en amalgamant des réalités sociales différentes afin d'en conclure à l'existence d'un invariant raciste. Plus précisément, l'amalgame entre l'ethnocentrisme et le racisme est au cœur d'une telle approche. Comme le souligne Claude Lévi-Strauss, l'ethnocentrisme est un des traits quasi-universels des groupes humains². Cet « orgueil de



En posant le racisme comme « essence » de l'humanité, les explications dominantes portent ainsi un angle mort lourd d'enjeux.

groupe » ou cette « préférence pour mon groupe » ne saurait cependant se confondre avec le racisme posant l'existence de races, leur hiérarchisation et la légitimité de la domination de certaines de ces races sur d'autres. L'amalgame empêche ainsi de comprendre les conditions historiques ayant fait émerger le racisme d'une part et les fonctions qu'il remplit d'autre part. En posant le racisme comme « essence » de l'humanité, les explications dominantes portent ainsi un angle mort lourd d'enjeux.

La consubstantialité économique du capitalisme et du colonialisme

La colonisation des « Amériques », la mise en esclavage des peuples indigènes puis la traite transatlantique et enfin la colonisation bornent l'époque des théorisations racistes. Celles-ci apparaissent historiquement de manière contemporaine au capitalisme et au colonialisme. « Les relations raciales, les antagonismes raciaux, les groupes raciaux et le racisme [...] sont liés aux situations esclavagistes et post-esclavagistes, coloniales et postcoloniales, telles qu'elles se sont établies à partir de l'expansion européenne »³ explique le sociologue Pierre Jean-Simon. Non

seulement le racisme n'a pas toujours existé, mais il peut se dater assez précisément de 1492, complète cet auteur après de nombreux autres⁴. Le racisme est pour cette école assis sur des conditions économiques inédites dans l'histoire de l'humanité ayant engendré simultanément un mode de production économique spécifique, le capitalisme et une tendance à l'extension de celui-ci à l'ensemble de l'humanité par la force brutale. Le passage d'une société marchande à une société capitaliste a été historiquement rendu possible par l'afflux de richesses provenant de la destruction des civilisations indigènes des « Amériques » puis par la traite transatlantique. Il n'y a donc pas eu naissance du capitalisme puis du colonialisme, mais un seul processus dans lequel le colonialisme fournit une part essentielle de l'accumulation primitive du capitalisme et dans lequel ce dernier suscite une colonisation grandissante du globe. Avant l'apparition du capitalisme, plusieurs sociétés ont connu des développements poussés de rapports marchands sans que ceux-ci ne débouchent sur des rapports capitalistes (Chine, Afrique du Nord, etc.). Il y a en quelque sorte une consubstantialité économique du capitalisme et du colonialisme – les formes de celui-ci pouvant bien sûr varier. C'est cette première consubstantialité qui en explique une seconde.

La consubstantialité idéologique du colonialisme, du capitalisme et du racisme

Au moment où se réalise l'expansion brutale européenne, celle-ci ne peut se déployer qu'en justifiant idéologiquement l'asservissement violent d'une partie de l'humanité. Ce besoin de justification concerne à la fois les peuples des pays colonisateurs et

ceux des pays colonisés. Aux uns, il faut inculquer un « sentiment de supériorité » et aux autres, il faut inculquer un « sentiment d'infériorité ». Les théorisations racistes sont une réponse à ce besoin de légitimation. Il n'y a donc pas eu d'une part naissance du capitalisme, d'autre part, développement du colonialisme et pour une troisième part, théorisation du racisme mais un seul processus global à la fois économique, militaire et idéologique. Mais l'histoire ne s'arrête pas à ce capitalisme infantile en expansion coloniale immédiate argumenté par un « racisme biologique ».

L'expérience du nazisme, les nouveaux rapports de forces à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et la révolte des colonisés ont rendu obsolètes à la fois le « colonialisme direct » et le « racisme biologique » comme idéologie de justification. Pour survivre, l'ensemble du système de domination doit muter dans l'ensemble de ses dimensions (économique, militaire,



idéologique). Le second âge du capitalisme s'accompagne non plus du « racisme biologique » mais, d'un « racisme culturaliste » posant certaines cultures supérieures à d'autres tout en affirmant l'inexistence des « races ». Dans le même mouvement, le colonialisme abandonne ses formes anciennes de colonisations directes pour des formes néocoloniales plus invisibles. Ladite « mondialisation » de la fin du siècle dernier exige à son tour un reformatage de l'ensemble du système de domination pour mieux se maintenir. Le néocolonialisme prend une forme « mondialisée », le racisme culturaliste se rénove dans des approches en termes de civilisations antagonistes et le capitalisme s'affiche comme transnational. Ces mutations historiques simultanées du capitalisme, du colonialisme et du racisme ne peuvent pas cacher la similitude de fonction idéologique du racisme à toutes les époques : empêcher les solidarités entre les peuples d'ici et de là-bas par la diffusion de clivages « ethniques »

en lieu et place des clivages économiques et des luttes des classes qui en découlent. Il s'agit ni plus ni moins que de diviser ceux qui devraient être unis [les peuples d'ici et de là-bas] et d'unir les classes sociales ayant des intérêts divergents ou encore d'empêcher le développement d'un internationalisme des dominés-es.

NOTES

1. Aimé CÉSAIRE, *Discours sur le colonialisme* (1950), Présence africaine, Paris, 1955.
2. Claude LÉVI-STRAUSS, *Race et Histoire*, Unesco, Paris, 1973.
3. Pierre-Jean SIMON, *Les rapatriés d'Indochine : un village franco-indochinois en Bourbonnais*, L'Harmattan, Paris, 1981, p. 19.
4. Précisément la date du 11 octobre 1492 – arrivée de Christophe Colomb dans les Caraïbes – ouvrant le cycle de conquête brutale et de colonisation du continent américain, voir Pierre-Jean SIMON, *Ethnisme et racisme ou « l'école de 1492 »*, Cahiers Internationaux de sociologie, volume 48, janvier-juin 1970, pp. 119-152.

Les dynamiques totalitaires du maldéveloppement

Par Murad Akincilar *

La perception politiquement instrumentalisée de menace d'invasion par les peuples issus d'un environnement culturel, religieux et historique non-souhaité et le nationalisme écologique constituent des piliers de la radicalisation des dynamiques totalitaires des élites néolibérales. La majorité des mouvements sociaux ne s'attendait pas à ce que l'année 2022 soit une année au cours de laquelle les cartels néolibéraux imposent des programmes agressifs et inégaux pour atteindre les objectifs du développement durable tout en épargnant la suprématie des plus riches.

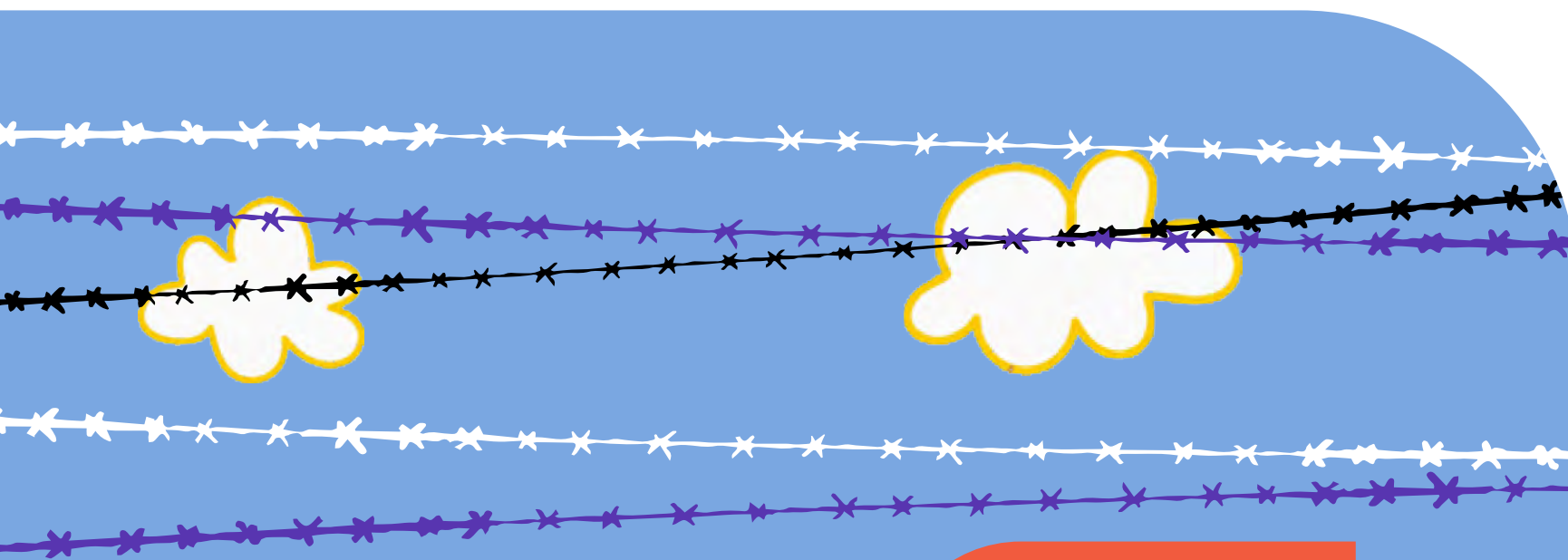
La phase actuelle de la crise environnementale, sanitaire et sociale se révèle être une période de quête d'une « grande réinitialisation » face au risque d'« insoutenabilité » ou de non-durabilité du modèle de croissance néolibéral. Le déclin de la biodiversité, les inégalités accrues impliquant les grands mouvements migratoires et l'urgence climatique continuent de s'aggraver.

Le maldéveloppement est aux prises avec ses outils institutionnels et politiques d'un demi-siècle. La grande réinitialisation dite de durabilité pourrait se réaliser accompagnée des méthodes de domination de plus en plus répressives et bellicistes à l'encontre des classes populaires. Cette voie a déjà été adoptée au Brésil, en Inde, en Turquie, en Indonésie, aux États-Unis et dans les pays en proie aux inégalités les plus frappantes et aggrave les crises politiques.



Économiste, chercheur et syndicaliste.





La majorité des mouvements sociaux ne s'attendait pas à ce que l'année 2022 soit une année au cours de laquelle les cartels néolibéraux imposent des programmes agressifs et inégalitaires pour atteindre les objectifs du développement durable tout en épargnant la suprématie des plus riches. La colère des citoyen·nes continue de monter face à l'incompétence ou aux priorités social-darwinistes des élites dirigeantes. Ces dernières ont bien saisi l'occasion, durant la crise sanitaire, pour accentuer la tension sécuritariste tout en faisant marche arrière en matière de renforcement des structures de santé publique et de protection sociale qui s'imposaient pourtant au cours de la première vague de la pandémie.

La crise environnementale, les guerres et la pandémie de Covid-19 – qui entre dans sa troisième année avec de nouvelles mutations – prennent toujours d'assaut les pays les plus pauvres, renforçant la tendance à créer des forteresses autour des pays les plus riches. La pandémie montre également que les formes d'organisation du maldéveloppement néolibéral, en particulier le modèle économique dominant, ne sont pas durables.

Réforme ou renforcement totalitaire du maldéveloppement ?

Jeter un œil dans le rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial 2022 peut s'avérer très instructif.¹ Le rapport est élaboré à partir de réponses à un questionnaire envoyé à 1000 expert·es et « leaders » du monde entier. Lorsque nous examinons la liste des menaces les plus préoccupantes, nous constatons que 79,2 % des personnes interrogées ont des attentes négatives pour les trois prochaines années, 12,1 % ont des attentes positives pour l'avenir et 3,7 % sont optimistes.

L'échec des actions face à la crise climatique, les conditions météorologiques extrêmes dues aux changements climatiques et la perte de biodiversité sont les trois premiers dans la liste des risques considérés comme les plus importants. Ceux-ci sont suivis par les risques de « dissolution du tissu social » et de « crise des moyens de subsistance ». Figurent ensuite les maladies infectieuses, les atteintes humaines à l'environnement, la crise des ressources naturelles, la crise de la dette

La majorité des mouvements sociaux ne s'attendait pas à ce que l'année 2022 soit une année au cours de laquelle les cartels néolibéraux imposent des programmes agressifs et inégalitaires pour atteindre les objectifs du développement durable tout en épargnant la suprématie des plus riches.

et les conflits géoéconomiques (protectionnisme interétatique, contrôle, encadrement).

Ces risques concernent le fonctionnement structurel du maldéveloppement et confirment une nouvelle réorientation idéologique au sein des cartels oligarchiques, qui consiste à ne plus renier la destruction qui découle principalement de la crise conjugée du néolibéralisme. Cependant, les mouvements sociaux et citoyens restent assez sceptiques vis-à-vis de cette prise de conscience fortuite, parce qu'ils n'oublient pas que le maldéveloppement capitaliste a surmonté ses crises en se renouvelant à travers deux guerres mondiales, le fascisme et les génocides. Cette fois, la crise conjugée se développe davantage comme une « crise finale » en raison de facteurs tels que l'injustice environnementale, la fragilité sociale causée par les inégalités et l'affaiblissement des structures de représentations démocratiques.

Pour parer aux « extrémismes » et freiner les risques de révoltes liées au démantèlement du tissu social, la « cohésion sociale » a connu un regain d'intérêt parmi les idéologues et expert·es liés aux multinationales. Pourtant la xénophobie, le racisme des groupes néofascistes ainsi que le racisme institutionnel vont de pair avec la grande peur des mouvements migratoires². La quête de réforme est paradoxalement entremêlée au racisme institutionnel et au renforcement de l'Etat sécuritaire dans les « démocraties du Nord ».

Les forteresses autour des pays du Nord, source principale des racismes institutionnels

À côté des menaces formulées dans le rapport susmentionné sur les risques mondiaux figure celle que représenteraient les millions de femmes, d'enfants et d'hommes des pays du Sud subissant les conséquences du maldéveloppement.

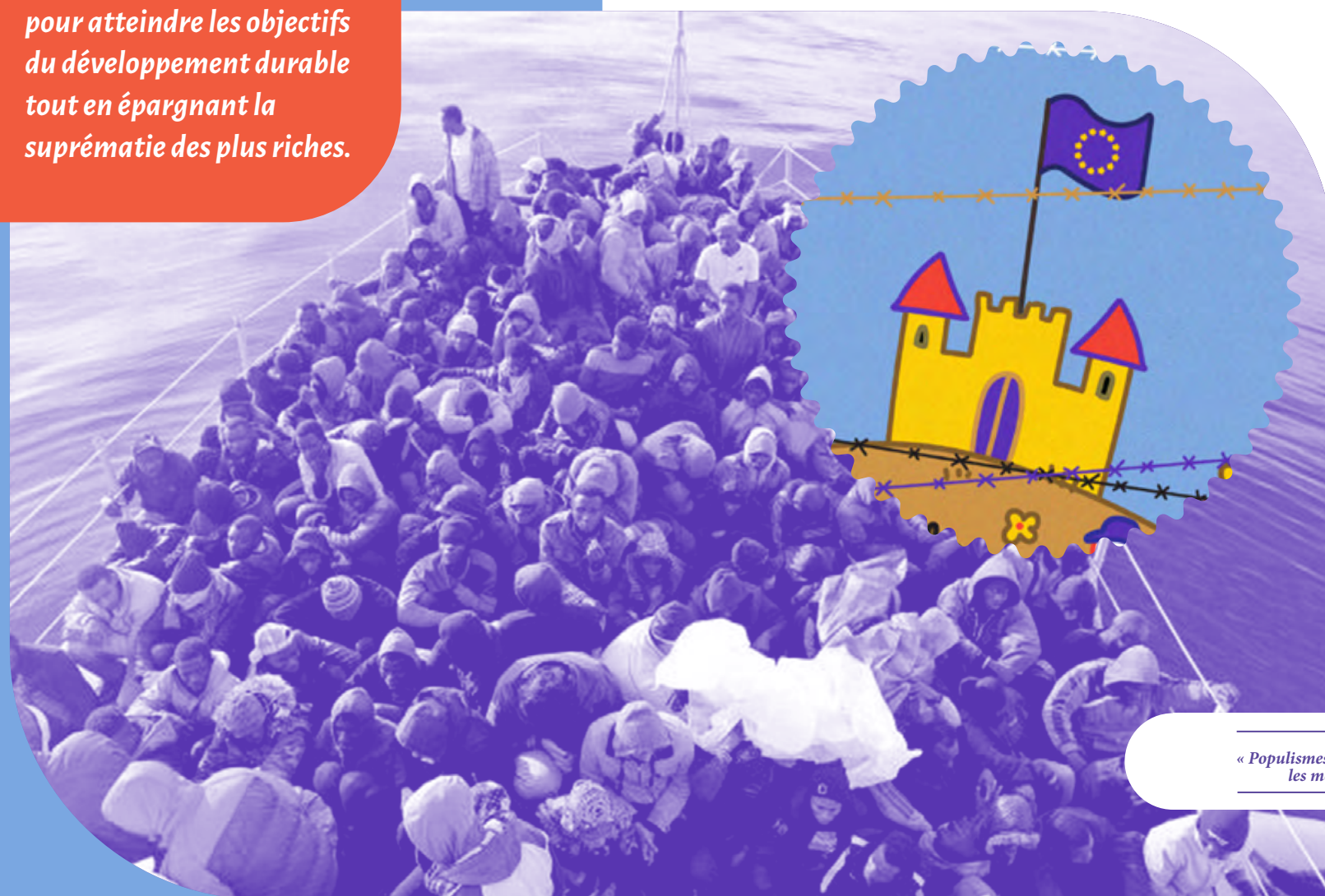
La perception politiquement instrumentalisée d'une menace d'invasion par les peuples issus d'un environnement culturel, religieux et historique non-souhaité et le nationalisme écologique constituent des piliers de la radicalisation des dynamiques totalitaires des élites néolibérales.

Un exemple emblématique provient d'un rapport du Conseil fédéral suisse d'il y a 30 ans dans lequel le « fossé grandissant entre les États riches et les États pauvres, les régions politiquement stables et celles ébranlées par les crises » était ainsi signalé :

« Il s'avère de plus en plus que si les pays du tiers monde venaient à copier ce modèle de société (de la Suisse, de l'Europe de l'Ouest, de l'Amérique du nord, du Japon, de l'Australie, de certains États du sud-est asiatique), à supposer que cela soit possible, on aboutirait à une catastrophe écologique (...). Force est de constater que les critères que connaissent nos sociétés occidentales ne peuvent servir de modèles à un ordre mondial qui soit viable »³.

Marie-Claire Caloz-Tschopp, enseignante et chercheuse en philosophie à l'Université de Genève en 1990, a clairement exposé l'idéologie qui jetait les bases du racisme institutionnel actuel :

« En résumé, implicitement, pour que la "civilisation" du "nord" puisse continuer à produire, à consommer, à vivre comme elle le fait aujourd'hui, le "sud" doit être exclu du mode de vie, de la "civilisation" du "nord". Une nouvelle frontière, de survie, entre des civilisés protégés par un cordon sanitaire et des nouveaux barbares est dessinée à l'aide de l'argument de la survie écologique (biens de la nature limités destructibles). La nature intervient pour raciser [sic], mais d'une autre manière que dans les théories racistes du XIX^e siècle. »⁴



La crise est donc suffisamment mûre pour que les mouvements sociaux repensent d'une manière critique le « totalitarisme » jusqu'ici pensé comme déconnecté du néolibéralisme.

Cette frontière s'est transformée en forteresse et les fossés en un grand cimetière, plus que jamais, 30 ans après la chute du mur.

Dans l'édifice néolibéral, poursuit Tschopp, « la déréglementation, la flexibilité, la privatisation, l'État minimal côtoient la libre circulation des biens, des services et des capitaux. Quand il s'agit de la mobilité des personnes, la maîtrise, le contrôle, le frein à la liberté des mouvements sont la règle. Quand il s'agit de la mobilité des biens et des capitaux, c'est la liberté qui est de mise »⁵. Ceci n'est pas un problème d'incohérence, mais la conséquence du racisme institutionnel dans chaque pays du Nord.

La forteresse renvoyait au pouvoir féodal défensif avec ses fossés protecteurs. Selon l'auteure, « elle entraine en résonance avec les peurs d'invasion et les positions de repli de secteurs de la population européenne résidente. La notion de forteresse est abandonnée après qu'elle a été critiquée par divers milieux, secteurs de populations en Europe qui se réclament de l'ouverture et de l'hospitalité »⁶. Pour autant, les politiques migratoires européennes, qui prétendent se fonder sur la sécurité, la liberté et la justice, s'apparentent en réalité à une véritable « politique d'apartheid où la vio-

lence, non plus seulement guerrière interventionniste contemporaine succède à la colonisation et à la période impérialiste »⁷.

Aujourd'hui, les pays les plus pauvres sont les plus touchés par la crise environnementale. Comme ce sont les pays les moins capables de s'adapter, des charges supplémentaires vont surgir pour les pays du Nord dans les domaines diplomatique, économique et même militaire. Un rapport du Homeland Security indique qu'en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient, en Amérique latine, d'ici 2050, plus de 140 millions de personnes devront migrer vers les pays riches pour s'adapter à la crise.

L'utilisation rapide et croissante des drones, des robots et de l'analyse militaire basée sur les données aura probablement des impacts profonds sur l'avenir de la répression contre la migration, la dissidence et les mouvements sociaux.

La crise est donc suffisamment mûre pour que les mouvements sociaux repensent d'une manière critique le « totalitarisme » jusqu'ici pensé comme déconnecté du néolibéralisme et instrumentalisé pour délégitimer les mouvements politiques et sociaux

s'opposant à la déréglementation du travail, aux inégalités et à la suprématie du marché comme prisme d'information économique.

La gestion des inégalités : le totalitarisme rampant au service du un pour cent

Selon la définition d'un mouvement totalitaire par Hannah Arendt, on peut affirmer que l'oligarchie néolibérale mondiale est bien « internationale dans son organisation, universelle dans sa visée idéologique, planétaire dans ses aspirations politiques » et reprendre la définition du totalitarisme de Raymond Aron en l'actualisant avec l'extension de la doctrine néolibérale au monde entier :

- un bipartisme disposant du monopole de l'activité politique : les partis néolibéraux de droite ou de gauche ;
- une idéologie hégémonique mais anonyme ; la doctrine néolibérale ;
- le monopole du contrôle « des moyens de force et des moyens de communication » ;
- un contrôle de l'économie par le marché mondial qui est à son tour contrôlé par 1% des plus riches ;
- et la mise en place d'États sécuritaires au détriment des États sociaux.

Selon le rapport Global Wealth du Credit Suisse, la tranche la plus riche du ménage total (plus d'un million de dollars) au monde représentait 1% du ménage total en 2019. Ce ratio est passé à 1,1% en 2020. Au cours de la même période, leur part de la richesse dans le total est passée de 43,4% à 45%. Leur richesse totale est passée de 173,3 milliards de dollars à 191,6 milliards de dollars. La part des ménages qui composent les 55% inférieurs (moins de 10'000 \$) est passée de 1,4% à 1,3%.

À l'échelle mondiale, la part de 1,1% des ménages continue d'augmenter. Dans ce segment, il y a une accumulation d'actifs pour près de deux fois le revenu mondial. 55% du total des actifs sont concentrés aux États-Unis et en Europe. 67% des milliardaires du monde se trouvent aux États-Unis et en Europe. Il faut 4'000 milliards de dollars par an pour arrêter la crise climatique, soit environ 2% de la richesse des plus riches.⁸ Ces chiffres sont des preuves tangibles d'une réalité sombre : davantage de démocratie n'est pas compatible avec l'accumulation de richesse de la part de l'oligarchie néolibérale.



La faiblesse de la demande globale (tant des consommateur-trices que des investisseurs-euses) par rapport à la capacité de production est principalement liée à l'accroissement de ces inégalités, sans parler du potentiel de production, qui est à l'origine du ralentissement de la croissance dans les années 1970. Présentant l'action néolibérale comme une solution privilégiée sans alternative, l'intelligentsia de cette doctrine a établi, au cours de cinq décennies, une hégémonie idéologique sur la majorité des mouvements sociaux. Toute alternative à la doctrine inégalitaire risquait une stigmatisation automatique de totalitarisme en aggravant les potentiels de la crise en facilitant les « investissements » financiers, en comprimant les salaires et les dépenses publiques et en renforçant les inégalités.

Même si aujourd'hui, dans des publications comme le *Financial Times* ou dans la grande propagande de réinitialisation promue par le World Economic Forum, on peut souvent lire des commentaires qui se plaignent du « fondamentalisme du marché », soutiennent la recherche par l'Union européenne d'un « marché social » et évaluent la recherche d'une nouvelle mondialisation plus sociale et inclusive, vantant la « relocalisation » au lieu de la mondialisation néolibérale, les tendances totalitaires de l'action néolibérale se renforcent.

Les dirigeant-es de nombreux pays – Allemagne, États-Unis et Royaume-Uni notamment – ne peuvent même pas mettre en œuvre les décisions très diluées issues de la réunion de la COP26 qui s'est tenue en novembre dernier.

Pire encore : les classes enrichies grâce au colonialisme et au pillage maldéveloppemental, qui ont entravé le développement des pays à industrialisation tardive, demandent maintenant au reste du monde de ralentir leurs processus de développement et d'abandonner leurs revendications de prospérité sans accepter de payer la facture des dommages qu'ils ont causés à l'écosystème de la planète tout en organisant un tri raciste aux portes de « leurs forteresses ».

NOTES

1. WORD ECONOMIC FORUM, 2022. *The Global Risks Report 2022*, Insight Report, 17th Edition, 117 p.
2. « Les réfugiés d'Ukraine viennent d'un environnement culturel, religieux et historique totalement différent de celui des réfugiés d'Afghanistan. » Tweet rapidement retiré du gouvernement slovène en date du 25 février 2022.
3. Le rapport du Conseil fédéral (no 91.036) sur la politique à l'égard des étrangers et des réfugiés du 15 mai 1991, p. 32.
4. CALOZ-TSCHOPP Marie-Claire (2000). *Ce qui fait ... Ceux qui font le lit du totalitarisme néolibéral à venir ? Réflexions suscitées par une invention suisse (1990) reprise par l'Union européenne (1998) dans la stratégie et les dispositifs des politiques communautaires d'immigration et du droit d'asile*, Revue québécoise de droit international, 13.2, p. 83.
5. *Ibid*, p. 86.
6. *Ibid*, p. 87.
7. *Ibid*, p. 88.
8. Les chiffres issus du Global Wealth Report 2021, Research Institute Crédit Suisse, juin 2021, Zurich.

Le mirage du populisme (de droite)

Par Federico Tarragoni *

Selon Federico Tarragoni, auteur de *L'Esprit démocratique du populisme*¹, le mal-nommé populisme « de droite », source de maldéveloppement, s'inscrirait dans la continuité du fascisme.



Sociologue italien, maître de conférence HDR et Directeur du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) à l'Université de Paris.

Le populisme est la bête noire du siècle. Menace, pathologie, illusion : les métaphores employées pour le décrire sont assurément plus éclairantes que le mot lui-même. Car, tout en étant employé pour désigner l'extrême droite, le mot se prête à décrire, à travers un curieux jeu d'amalgames, ses opposant-es à la gauche radicale, sous prétexte qu'ils/elles s'abreuveraient à la même source anti-establishment et qu'ils/elles recourraient au même imaginaire du peuple contre les élites.

Si on laisse de côté ce parallèle contestable, constamment invalidé par l'analyse empirique des électors respectifs, il demeure que le mot « populisme » a progressivement remplacé, dans le prisme déformant des médias, celui d'extrême droite. Comment ? En installant dans les esprits une idée de nouveauté : le populisme serait la marque distinctive de notre présent. Le récit débute dans les années 1980 : des partis censément « nouveaux », mêlant nationalisme xénophobe et néolibéralisme, rhétorique pro-peuple

et politique pro-élites, montent sur fond de colère envers la globalisation. En réalité, lorsqu'on regarde en arrière, cette image de nouveauté s'estompe. Le boulangisme français² du XIX^e siècle alliait aussi, par exemple, une vision ultra-conservatrice de l'ordre social – la campagne de Boulanger était financée par les royalistes –, un antisémitisme plus ou moins explicite et une rhétorique peuple vs élites. Faut-il y voir la matrice du populisme contemporain ? Plutôt les signes avant-coureurs d'un type de mobilisation qui s'installa durablement dans les années 1930, à la faveur des revanchismes de la Première Guerre mondiale : le fascisme. Une idéologie qui, en opposant la vraie « nation » (et son chef) à une classe parlementaire jugée corrompue, déconnectée et trop cosmopolite, défendait un projet de purification du peuple de ses éléments corrupteurs : les juif-ves, les homosexuel-les, les communistes. Évitions ainsi de prendre des vessies pour des lanternes. Même si l'expérience de la Guerre mondiale est loin de nous, l'extrême droite contemporaine est dans la continuité idéologique de cette histoire. Dans certains cas, cette continuité est évidente,

comme lorsque le français Zemmour fait l'éloge de Vichy, lorsque l'italienne Meloni (leader du parti *Fratelli d'Italia*) protège les groupuscules fascistes auteurs d'une infâme attaque au syndicat CGIL, lorsque l'autrichien Hofer (secrétaire du FPÖ) adhère à la corporation pangermaniste Marko-Germania, ou lorsque neuf membres du parti grec « Aube dorée » sont condamnés pour avoir tué des militant-es de la gauche radicale. « *Les multiples ne doivent pas être utilisés sans nécessité* » disait le philosophe Ockham³. Parfois les explications les plus simples sont les meilleures : plutôt qu'invoquer un illusoire « populisme » qui aurait surgi *ex nihilo* des décombres de la mondialisation, pourquoi ne pas tracer la ligne rouge qui fait remonter ces partis à leur souche fasciste ? Cela nous épargnerait bien de discussions inutiles sur leur affinité putative avec des mouvements de la gauche radicale qui, issus d'une tout autre histoire, emploient l'opposition peuple-élite dans un sens fort différent.

C'est leur caractère réactionnaire qui, bien plus qu'un fantomatique « populisme », désigne ces partis.

Si leur idéologie se situe dans la continuité des fascismes, leur dynamique politique est issue d'un mouvement de réaction.

Entre le contrecoup conservateur de Thatcher et Reagan et les régimes autoritaires de Bolsonaro, Erdoğan, Poutine ou Orbán, entre les partis ultranationalistes européens et les mobilisations anti-genre ou anti-migrant-es, un même leitmotiv revient sans cesse et tend même à se radicaliser à la faveur des fantasmes contemporains du « wokisme ». Le voici : réagir à un approfondissement réel ou fantasmé des droits démocratiques, pour réaffirmer le caractère naturel et immuable de l'ordre social. C'est l'ADN de ce qu'on appelle, en ressuscitant un mot bien plus noble que ce triste projet, le « populisme de droite » : un gigantesque mouvement historique de réaction à l'autodétermination des peuples colonisés, aux droits des femmes de disposer de leur corps, aux droits à l'autogestion ouvrière, aux droits culturels des minorités, aux droits sociaux pour les pauvres, aux droits civils des migrant-es et des réfugié-es, aux droits de la nature. C'est leur caractère réactionnaire qui, bien plus qu'un fantomatique « populisme », désigne ces partis ; c'est ce caractère réactionnaire qui explique, avec une bonne dose de démagogie, les raisons de leur succès.

NOTES

1. TARRAGONI Federico, 2019. *L'Esprit démocratique du populisme*, Paris, éd. La Découverte, Coll. L'horizon des possibles, 372 p.
2. Mouvement politique français (1885-1889) hostile à la III^{ème} République tirant son nom du Général Boulanger.
3. En latin, *Pluralitas non est ponenda sine necessitate*. Il s'agit d'un principe de raisonnement, énoncé par le franciscain d'origine anglaise Guillaume d'Ockham (1285-1347), selon lequel il ne faut pas multiplier les entités (les hypothèses, les notions) sans nécessité.





Les enfants bâtards de Hayek : Les racines néolibérales du « populisme de droite »

Par Quinn Slobodian *



Auteur, historien de l'Allemagne moderne et d'histoire internationale. Il écrit sur les questions raciales, la migration, les mouvements sociaux et l'économie politique internationale.

La plupart des médias présente le populisme de droite comme une réaction contre le néolibéralisme. Or ces deux courants partagent des racines communes dans leur projet de défense des hiérarchies sociales contre la « menace de l'égalité »¹.

Depuis cinq ans environ, un récit tenace identifie le « populisme de droite » à une réaction populaire contre le néolibéralisme. Le néolibéralisme est souvent défini comme un fondamentalisme du marché, comme la croyance en plusieurs principes : tout ce qui existe sur la planète a un prix, les frontières sont obsolètes, l'économie mondiale devrait remplacer les États-nations, et la vie humaine

est réductible à un cycle qui consiste à gagner, dépenser, emprunter de l'argent puis mourir. Le « populisme de droite », en revanche, prétend défendre le peuple, la souveraineté nationale et le primat de la culture. Alors qu'aujourd'hui, les partis traditionnels perdent du soutien, les élites qui ont promu le néolibéralisme par intérêt personnel semblent récolter les fruits de l'inégalité et de l'érosion de la démocratie qu'elles ont semées.

Mais ce récit est faux. En y regardant de plus près, nous pouvons constater que d'importantes factions de la droite émergente sont des souches mutantes du néolibéralisme. Après tout, les partis dits « populistes de droite », des États-Unis à la Grande-Bretagne et à l'Autriche, ne se sont jamais comportés comme des anges vengeurs envoyés pour détruire la mondialisation économique. Ils n'ont proposé aucun programme pour contrôler la finance, restaurer un âge d'or de la sécurité de l'emploi ou mettre fin au commerce mondial. Dans l'ensemble, les appels des soi-disant « populistes », à la privatisation, à la déréglementation et à la réduction des impôts proviennent directement du manuel utilisé par les dirigeant-es du monde au cours des trente dernières années.

Comme l'histoire le montre aujourd'hui, loin d'évoquer une vision du capitalisme sans État, les néolibéraux qui se sont rassemblés autour de la Société du Mont-Pèlerin fondée par Friedrich Hayek (qui a utilisé le terme « néolibéralisme » comme auto-description jusque dans les années 1950) ont réfléchi pendant près d'un siècle à la manière dont l'État doit être repensé pour restreindre la démocratie sans l'éliminer et à la manière dont les institutions nationales et supranationales peuvent être utilisées pour protéger la concurrence et les échanges. Aussi, lorsque nous comprenons le néolibéralisme comme un projet de restructuration de l'État pour sauver le capitalisme, sa prétendue opposition au populisme de droite commence à se dissoudre.

Tant les néolibéraux que les populistes de droite méprisent l'égalitarisme, l'égalité économique mondiale et la solidarité au-delà de la nation. Tous deux considèrent le capitalisme comme inévitable et jugent les citoyen-nés à l'aune de la productivité et de l'efficacité. Le plus frappant est peut-être que tous deux puisent dans le même panthéon de héros. Hayek, par exemple, est une icône des deux côtés du fossé néolibéral-populiste.

NOTE

1. Pour lire l'article dans son intégralité : SLOBODIAN Quinn, *Hayek's Bastards : The Populist Right's Neo-liberal Roots*, Tribune, 15/06/20.

Mouvements réactionnaires en Europe : bilan, défis et perspectives

Entretien avec
Dominique Vidal,
historien et journaliste,
ancien rédacteur en
chef adjoint du *Monde
diplomatique*.



Dans l'introduction du livre que vous avez dirigé, *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*¹, vous évoquez trois notions : l'extrême droite, le nationalisme et le populisme. Comment les distinguez-vous ?

D. V. : Il est en effet important de préciser ces concepts souvent confondus. L'extrême droite, comme son nom l'indique, se situe à une marge du champ politique. Et elle revendique rarement ce positionnement tant il a été discrédité par la fin catastrophique du fascisme et du nazisme. Le nationalisme cherche, lui, à créer une « communauté imaginée » au sens où l'a définie Benedict Anderson². Il vise donc la totalité de la communauté nationale. Son projet politique n'est ni la marginalité ni une extrémité du spectre politique, mais bien la totalité de la nation. Enfin, le populisme est un concept plus trompeur. Sa terminaison en « -isme » fait penser à une doctrine politique ou religieuse. Or, il s'agit plutôt d'un

ensemble de thèmes et de pratiques communs à des mouvements très divers. D'ailleurs certains mouvements de gauche s'en réclament.

Si on exclut ces derniers, l'ensemble des forces d'extrême droite, nationalistes et populistes en Europe frôlent ou dépassent 10 % dans 21 États, plus de 20 % dans 8, plus de 30 % dans 6 – Hongrie, Italie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie.

Cette vague commence néanmoins à connaître ici ou là un reflux : les nationalistes ont dû quitter le gouvernement à Rome, Vienne, Copenhague, Helsinki et Oslo. Même les populistes solidement au pouvoir en Pologne et en Hongrie y ont perdu les dernières élections municipales. En Allemagne, l'AfD stagne. Et en Grèce, Aube dorée n'a pas bénéficié de la défaite de Syriza. Sans parler, hors d'Europe, de Donald Trump, de Benjamin Netanyahu et bientôt, espérons-le, de Bolsonaro...

Certains mouvements de la droite radicale se prétendent « post-idéologiques », à l'instar des « populistes de droite », et affirment combattre l'Union européenne et la mondialisation néolibérales. Mais dans les faits, leur programme y est-il réellement hostile ?

D. V. : S'ils partagent tous la même rhétorique anti-européenne, seule une minorité entend quitter l'euro, voire l'Union européenne (UE) à l'instar des artisans du Brexit au Royaume-Uni. D'autres se proposent au contraire de conquérir l'UE de l'intérieur pour en faire une « Europe des nations », comme Marine Le Pen, Matteo Salvini, Viktor Orbán ou encore Jaroslaw Kaczynski – les dirigeants est-européens savent trop bien ce que la manne que Bruxelles apporte à leur pays pour s'en priver...

Il semblerait que la frontière supposée entre droite radicale et partis de l'« establishment » soit de plus en plus ténue – comme l'illustre la problématique de l'immigration. Comment comprenez-vous cette « droitisation » du spectre politique : a-t-on affaire à une simple stratégie électorale défensive des partis au pouvoir face à la montée de la droite radicale ou alors peut-on parler d'une réelle convergence d'intérêts et/ou idéologique entre ces deux blocs ?

D. V. : La tactique joue évidemment un rôle important dans l'« extrême-droitisation » des droites dites « modérées » : quand Valérie Pécresse, par exemple, reprend à son compte des slogans fascistes étrangers à la tradition gaulliste, c'est qu'elle cherche à récupérer une partie de son propre électorat tenté par Marine Le Pen ou Éric Zemmour.

Mais la radicalisation des droites a, hélas, des racines plus profondes. La mondialisation néo-libérale a approfondi la crise multidimensionnelle de nos sociétés :

■ économique et sociale, elle se traduit par une explosion des inégalités. « On est revenu au niveau des inégalités d'il y a un siècle »³ : les 10 % les plus riches gagnent 38 fois plus que les 50 % les plus pauvres. Ces écarts phénoménaux alimentent le discours sur la défense des « peuples » contre les « élites », des « petits » contre les « gros ». Ainsi un parti comme le Rassemblement national (RN) a-t-il conquis le tiers du vote ouvrier et employé ;

■ politique, elle sape la confiance dans les élites nationales et *a fortiori* multinationales, tant les États se sentent dépossédés de leur souveraineté au profit des organisations internationales. D'où la tentation d'un repli sur l'État-nation, considéré comme une forteresse hors du monde ;

■ morale, elle provoque souvent un « ébranlement de croyances vitales » qui pousse au « repli sur soi » dans lequel ne subsiste que l'identité « primitive ». Voilà comment peut resurgir « l'Autre », l'ennemi et le traître, bref le bouc-émissaire⁴. Cette xénophobie se nourrit de la peur d'une société où « tout fout le camp ».

Voilà le terreau d'un « ethno-nationalisme » illusoire. Les populismes font leurs choux gras de ses dérives naturelles : xénophobie, racisme et antisémitisme, mais aussi islamophobie compulsive. Car, au-delà du terrorisme qui lui est attribué, l'islam comploterait contre l'Occident un « grand remplacement » démographique et civilisationnel.

La mondialisation néolibérale a approfondi la crise multidimensionnelle de nos sociétés.

Les classes ouvrières sont souvent dépeintes comme des transfuges des partis communistes/sociaux-démocrates au profit des courants réactionnaires. Cette analyse est-elle fondée selon vous ?

D. V. : L'essor des nationalismes se nourrit en effet à deux sources : la radicalisation, on l'a vu, d'une importante proportion de l'électorat de la droite traditionnelle, mais aussi le glissement d'une grande partie des anciennes électeur-trices de gauche, communistes ou socialistes, même si la plupart se réfugient dans l'abstention. L'attraction de la démagogie d'extrême droite pèse moins, à mon avis, dans ce déplacement, que l'absence d'alternative de gauche : c'est, dans presque tous les cas, la clé décisive. Comme du temps de Margaret Thatcher, règne TINA – « *there is no alternative* ».



Dans un contexte de réelle déconnexion des populations pour le politique, certain-es affirment, c'est le cas de l'historienne Valérie Igounet, que la « diabolisation » de la droite radicale participe au renforcement de celle-ci. D'autres, au contraire, diront volontiers qu'une « dédiabolisation » implique une dangereuse banalisation de la droite radicale. Selon vous, quelle position les mouvements progressistes devraient-ils adopter ?

D. V. : Vous m'auriez posé cette question il y a dix ans, j'aurais opté pour la seconde affirmation : à l'époque, les mouvements néo-fascistes et néo-nazis restaient marginaux, alors que la « dédiabolisation », sous une forme ou sous une autre, réussissait à ceux qui la pratiquaient – intelligemment s'entend. Désormais, je suis plus prudent. Le bilan des politiques néolibérales est si négatif, l'épuisement et l'éclatement des gauches si évident, le désarroi des droites traditionnelles si frappant qu'ils semblent ouvrir un boulevard à des forces d'extrême droite même radicalisées. Le sort du « zemmourisme » tranchera sans doute cette question.

Nous ne sommes évidemment pas en 1930, à la veille de la prise du pouvoir par des partis fascistes et d'une nouvelle guerre mondiale génocidaire. Mais à force de répéter cette conviction, on prend le risque de sous-estimer le danger d'une nouvelle catastrophe où les musulman-es se verraient assigner la place des juif-ves – jusqu'où ?

Si le concept de « nationalisme » – comme celui de « souveraineté nationale » – sont souvent connotés « à droite » en Europe, tel n'est pas le cas dans d'autres régions du monde, en Amérique latine par exemple... Ce concept est-il par conséquent adéquat pour analyser la montée des mouvements de droite radicale en Europe ?

D. V. : Le mot « nationalisme » n'a effectivement pas le même sens dans l'Europe d'aujourd'hui et dans le « tiers-monde » – comme on l'appelait alors – de l'après-Seconde Guerre mondiale : il caractérisait alors les mouvements de libération nationale en lutte contre le colonialisme. Sur notre continent, le nationalisme fut même longtemps d'extrême droite : c'est depuis les années 1980 qu'il est sorti de la marginalité politique pour occuper, depuis les années 2010, une place centrale sur la scène politique.

NOTES

1. VIDAL Dominique (dir.), 2020. *Les Nationalistes à l'assaut de l'Europe*, Paris : L'Harmattan, Coll. Questions contemporaines, 240 p.
2. ANDERSON Benedict, 1996, rééd. 2006. *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* [« Imagined Communities: Reflexion on origins and spread of nationalism »], Paris : La Découverte.
3. Selon le rapport de 2021 du World Wealth and Income Database (WID).
4. DUBAR Claude, 2010. *La Crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris : PUF, Coll. « Le lien social », 256 p.



« Ne me tuez pas, tuez le racisme ! »

Par Maurice Lemoine *

Haine de « race » et de classe en Amérique latine



Spécialiste de l'Amérique latine, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, journaliste et écrivain.

Avant la révolution de 1952, en Bolivie, les Indigènes n'avaient pas le droit de circuler sur le Prado – la plus longue et la plus prestigieuse des artères de La Paz. Qui-conque en croisait un était autorisé à le déshabiller, à le frapper et à le chasser *manu militari*. Dans ce temps-là, avec son nez busqué et ses pommettes saillantes, l'*Indio* n'avait pas le statut de citoyen. Il ne votait pas.

Bouleversement phénoménal : le 18 décembre 2005, l'Aymara Evo Morales est élu président grâce au vote de ces Indigènes, qui constituent 62 % de la population. Le nouveau chef de l'État affirme sa volonté de rompre avec les années néolibérales et de démanteler le « colonialisme interne ». Depuis Santa Cruz, fief de l'oligarchie économique, et de Sucre, capitale administrative rebaptisée « la ville blanche », l'opposition fait tout pour que l'« *Indio* » échoue. En avril 2008, elle tente une première fois de le renverser.

À Sucre, le dirigeant Urquiza Cuéllar, membre de l'Assemblée constituante élu avec les voix du Mouvement vers le socialisme (MAS), est pourchassé, agressé et sérieusement blessé. « Pendant qu'ils me frappaient, je les entendais : "Faut en finir avec l'Indien ! On va lui couper la langue, lui sortir les yeux de la tête". » Un peu plus tard, des groupes de choc de l'Union des jeunes de Santa Cruz se mêlent aux nazillons locaux, pourchassent les Indigènes partisan-es d'Evo Morales. Menacés d'être lapidés ou brûlés vifs, des dizaines de pauvres hères sont brutalement poussés jusqu'à la place principale. On les dévêt à demi. On les oblige à s'agenouiller, à embrasser le sol, à insulter le président. Déchaînée, la foule hurle : « Sucre debout ! Evo à genoux ! ». À El Porvenir (département de Pando), sur les rives du « río » Tahuamanu, treize partisan-es d'« Evo » tombé-es dans une embuscade sont massacrés.

Ces expressions de racisme se manifesteront à nouveau lors du coup d'État de novembre 2019 contre Morales. Les mêmes groupes de choc de Santa Cruz, Potosí, Tarija, Cochabamba, La Paz, Chuquisaca sèmeront la terreur, pour chasseront les militant-es du MAS, brûleront symboliquement la « *wiphala* » – le drapeau multicolore des peuples andins. À Vinto, des manifestant-es cagoulé-es font irruption dans la mairie, en sortent de force la maire indigène Patricia Arce, lui coupent les cheveux, la couvrent de peinture rouge, l'obligent à marcher sur plusieurs kilomètres, les pieds nus...

Dès le XVI^e siècle a été instauré en Amérique latine un ordre colonial fondé sur l'inégalité et les discriminations. Même après les indépendances et l'avènement des Républiques, peuples autochtones et populations issues du trafic négrier furent pendant longtemps maintenus dans une condition de non citoyen-nés. Plus récemment, de nouvelles Constitutions ont été adoptées, qui reconnaissent le caractère pluriethnique et multiculturel des nations et, dans certains cas, des droits spécifiques aux Indien-nés ou aux Noires (Nicaragua, Brésil, Colombie, Mexique, Bolivie, Argentine, Équateur, Venezuela...). Toutefois, au-delà de la disparition d'un racisme institutionnel, s'est maintenu, au niveau des sociétés, et même chez les plus défavorisé-es, un racisme moins perceptible et plus diffus. Aggravé lorsque des groupes sociaux factieux, voire des dirigeants, s'en réclament ouvertement.

Au Guatemala, principales victimes d'une féroce répression qui a fait 200 000 morts dans les années 1980-1990, les Indien-nés mayas subissent toujours un véritable apartheid. L'échec d'un référendum destiné en 1999 à modifier la Constitution a marqué les réticences de la classe politique « blanche » ou « *ladina* » à admettre la particularité culturelle et les droits de ces populations.

Plus au sud, l'oligarchie vénézuélienne et une partie des classes moyennes n'ont jamais pardonné à Hugo Chávez d'être un « *zambo* » (métis d'Indien, de Noir et de Blanc). Il n'y en avait plus que pour le « peuple » – cette chienlit aussi dépenaillée que basanée ! Cette haine de classe et de « race », les deux allant généralement de pair, s'est manifestée à nouveau sous la présidence du successeur de Chávez, Nicolás Maduro. En mai 2017, alors que l'opposition manifestait violemment pour forcer son départ, la mort d'Orlando Figueroa en a cruellement témoigné. Dans le quartier cosu d'Altamira (Caracas), ce jeune homme de 21 ans fut frappé, poignardé, puis arrosé d'essence et brûlé vif par des nervis qui le suspectaient d'être « chaviste » en raison de la couleur noire de sa peau.

Cette haine de classe et de « race », les deux allant généralement de pair, s'est manifestée à nouveau sous la présidence du successeur de Chávez, Nicolás Maduro.

Même refus, au Pérou, d'accepter l'arrivée à la présidence, le 28 juillet 2021, du candidat de gauche Pedro Castillo élu grâce au vote des populations paysannes et indigènes. Concentrée à Lima, l'« élite » intellectuelle blanche s'inquiète ostensiblement : comment un « *cholo* » – terme teinté de mépris désignant un métis du Pérou profond – pourrait-il gouverner le pays ? Dès son investiture, le nouveau chef de l'État est attaqué : il ne parle même pas anglais ! Son épouse est traitée d'« *idiote* » pour la même raison. En revanche, que le mari de l'opposante de droite radicale Keiko Fujimori soit états-unien et s'exprime très mal en espagnol ne gêne absolument pas... En août, lors de la session initiale du Congrès, le premier ministre Guido Bellido s'est vu couper la parole par la présidente du législatif Maricarmen Alva et le chahut haineux des députées d'opposition, parce qu'il avait commencé son intervention par un salut en aymara et en quechua, les deux langues autochtones les plus vivantes du pays.

Solide mélange d'incompétence et de corruption, le président brésilien Jair Bolsonaro symbolise au plus haut degré la persistance de cette idéologie néo-raciste – mariée, chez lui, au sexisme et à l'homophobie. En 2011, alors qu'une animatrice de télévision lui demandait quelle serait sa réaction si l'un de ses fils tombait amoureux d'une femme noire, il répondit : « *Il n'y a aucune chance que ça arrive. Mes enfants sont bien éduqués. Ils n'habitent pas dans les mêmes endroits que vous.* » Ennemi déclaré des institutions promouvant l'inclusion sociale, économique et culturelle des peuples marginalisés, il a délibérément abandonné les populations autochtones aux ravages de la pandémie. Il méprise tout autant les « *favelas* », zones déficitaires en équipements publics, majoritairement peuplées de Noires et de métis-ses.

Dans un pays où, en 2019, 79,1 % des personnes tuées lors d'opérations de police étaient précisément métisses ou afro-brésiliennes, la mort d'un homme noir roué de coups par des vigiles d'un supermarché, à Porto Alegre, le 19 novembre 2021, a mis le feu aux poudres. « *C'est une illustration de la discrimination et du racisme structurels auxquels doivent faire face les personnes d'origine africaine dans ce pays* », a déclaré la porte-parole du Bureau des droits de l'Homme de l'ONU, Ravina Shamdasani. Le lendemain 20 novembre, jour célébrant la fin de l'esclavage en 1888, les manifestant-es de Rio de Janeiro brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « *Ne me tuez pas, tuez le racisme !* »



Le national-capitalisme autoritaire en Turquie

Par Ahmet Insel *

Le modèle occidental de capitalisme libéral est aujourd'hui remis en question par un capitalisme national autoritaire, à l'œuvre aujourd'hui notamment en Turquie.



Intellectuel, politologue, économiste et journaliste, Ahmet Insel est cofondateur de la maison d'édition *İletişim* et membre de la revue mensuelle marxiste *Birikim*.

Ce n'est pas seulement l'autoritarisme qui caractérise ce type de régimes, régimes que je qualifierais de national-capitalistes autoritaires. Comme on peut le voir très clairement dans le régime autocratique turc, ces régimes fonctionnent en entremêlant un autoritarisme lourd avec des pratiques de capitalisme de copinage, de néolibéralisme et une utilisation excessive de l'identité nationale ethno-religieuse. Ce nationalisme ethno-religieux est utilisé par le pouvoir autocratique comme un moyen de légitimation complémentaire aux performances économiques dans une économie capitaliste. Les national-capitalismes autoritaires utilisent ces deux moyens de légitimation pour obtenir le consentement de la majorité de la population. Et lorsque les résultats économiques faiblissent

ou deviennent mauvais, le régime s'engage dans une fuite en avant plus répressive en exacerbant les motivations identitaires ethno-religieuses.

Ces régimes fonctionnent en entremêlant un autoritarisme lourd avec des pratiques de capitalisme de copinage, de néolibéralisme et une utilisation excessive de l'identité nationale ethno-religieuse.

Sans être un capitalisme d'État, les capitalismes nationaux autoritaires brouillent la frontière entre le public et le privé. Le pouvoir autocratique déplace cette frontière selon ses besoins dans un sens ou dans l'autre, donnant ainsi au régime un caractère néo-patrimonialiste. Les grandes entreprises sont privées, mais elles font directement partie du cercle restreint du pouvoir. Elles bénéficient de privilèges (marchés publics, privatisations, participation public-privé, crédits bancaires avantageux, avantages fiscaux, protection juridique), mais doivent servir les objectifs politiques et personnels de l'autocrate, comme c'est le cas en Turquie.

Le national-capitalisme autoritaire abolit de facto le principe de séparation des pouvoirs, même si ce dernier reste en vigueur, du moins sur le papier et à l'exception de la Chine. Dans la Turquie d'Erdoğan, les pouvoirs exécutif et législatif sont concentrés entre les mains de la même personne qui a également le pouvoir de nommer ses partisans dans le système judiciaire. Erdoğan contrôle également les médias par le biais d'un réseau d'entrepreneuses qui lui sont affiliées alors que les médias de service public fonctionnent comme un organe de propagande éhontée. L'utilisation quasi quotidienne du terme « national et local » (*milli ve yerli*) pour qualifier les valeurs sociales et politiques ainsi que les choix économiques est une autre caractéristique du national-capitalisme autoritaire. Elle permet à Erdoğan de remettre en question la validité des principes universels des droits humains et de la démocratie, comme le font Victor Orbán, Vladimir Poutine, Narendra Modi et Xi Jinping.

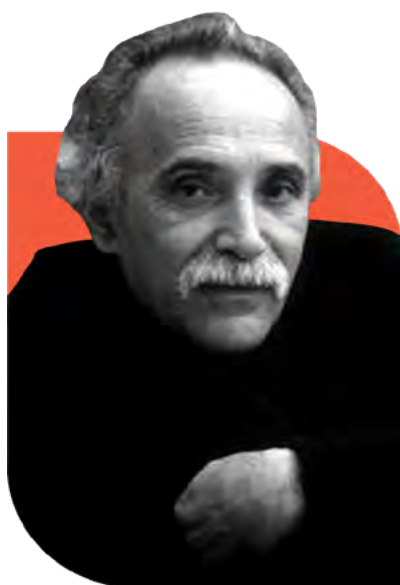
Le cas turc, tout comme la Hongrie ou l'Inde, est néanmoins une forme hybride où la validation du pouvoir par des élections multipartites reste une obligation incontournable. L'opposition a encore un espoir raisonnable de pouvoir gagner les élections en formant une large coalition anti-autocratique. Les difficultés économiques, dues notamment aux graves erreurs de politique économique du gouvernement, renforcent les chances de la coalition formée par un large éventail de partis d'opposition. Mais la perspective de perdre les élections pousse également le pouvoir autocratique à augmenter le degré de répression. En 2021, la Turquie est, avec la Russie, le pays au taux d'emprisonnement le plus élevé du Conseil de l'Europe. Erdoğan utilise également tous les moyens démagogiques pour aggraver les fractures ethniques, confessionnelles et culturelles qui fragmentent la société turque et qualifie l'opposition d'« infidèle, étrangère, et traîtresse », c'est-à-dire composée d'ennemis de la nation. La division de la société en « ami-es et ennemi-es » afin d'établir un pouvoir autoritaire, comme le recommandait Carl Schmidt dans l'Allemagne pré-nazie, est aujourd'hui une pratique largement mise en œuvre en Turquie comme dans les autres capitalismes nationaux autoritaires.



« Toujours plus à droite » : l'impunité du régime israélien

Par Michel Warschawski *

Le bilan de la politique israélienne est sans appel et marque un durcissement de la violence du régime d'apartheid, dans un contexte de ralliement général de la classe politique au néolibéralisme.



« Nous vivons un tournant historique. Ascension de partis nationalistes (Front national), démagogie (Donald Trump), repli sur soi (Brexit), tendances autoritaristes (Hongrie et Pologne), appels à la « grandeur » et à la « pureté » nationale (Narendra Modi en Inde, Vladimir Poutine en Russie), vague générale de xénophobie et de crimes haineux, brutalisation des discours politiques, complotisme, « ère post-vérité », appels à l'érection de murs toujours plus nombreux, toujours plus hauts... Tout se passe comme si nous assistions à un grand retour en arrière. Comme si la peur et la violence l'emportaient sur les espoirs d'ouverture nourris ces trois dernières décennies. »

C'est dans ces termes que se présente « L'âge de la régression », un ouvrage collectif d'une quinzaine d'intellectuel·les des quatre coins du monde, publié il y a un peu plus de quatre ans¹. Et effectivement nous vivons une régression globale qui est, d'abord et avant tout, le fruit des échecs, voire des trahisons, de la gauche. Il ne s'agit pas seulement d'une perte de perspectives pour un monde plus juste et plus égalitaire, mais d'une montée en force des alternatives racistes, xénophobes et fascistes.



La politique israélienne ne fait pas figure d'exception dans ce paysage régressif : 13 ans du régime corrompu de Netanyahu, extension de la colonisation, renforcement des discriminations contre les Palestinien·nes de l'intérieur (la minorité palestinienne d'Israël), nouvelles lois sur la citoyenneté etc. Non pas qu'auparavant la démocratie prévalait, loin de là. Les années quatre-vingts avaient néanmoins laissé entrevoir une certaine libéralisation du régime – en particulier dans son rapport à la minorité palestinienne – qui s'est achevée avec la grande trahison d'Ehoud Barak en 2000 laissant sa place à Ariel Sharon et à sa politique de reconquête des (maigres) acquis d'Oslo et à l'impasse politique actuel. Sans oublier le siège de Gaza et les attaques sanglantes répétées contre sa population civile.

Le bilan de la politique israélienne depuis le début de notre millénaire est sans appel et marque un durcissement de la violence d'un État qui ne tente même plus de cacher son caractère colonial et son refus de toute perspective de compromis avec les Palestinien·nes. « Tout au plus une amélioration des conditions économiques », affirme avec condescendance le premier ministre Naftali Bennett, reprenant en cela le projet éculé de « paix économique » de son prédécesseur Shimon Peres, qui n'a jamais été capable de comprendre qu'on ne troque pas la dignité d'un peuple contre des dollars ou des euros. Par cette droitisation de la politique israélienne, les colons ont plus que jamais les mains libres pour voler des terres palestiniennes et faire régner la terreur contre des populations civiles, avec le soutien actif de l'armée d'occupation ; « des enfants égarés » – c'est en ces termes que les autorités décrivent les plus violents d'entre eux – que les forces de sécurité affirment ne pas être en mesure d'identifier.

A droite toute – telle est l'orientation sans équivoque de la politique israélienne. Mais quid de l'opinion publique ? Dominique Vidal, grand spécialiste des sondages d'opinions, en appelle à plus de nuance. Depuis deux décennies, il montre, chiffres à l'appui, que la société israélienne reste divisée en deux moitiés, la droite ayant certes gagné quelques points au détriment d'un centre-gauche qui continue à rejeter les projets nationalo-messianistes du bloc de droite. Disons donc 60-40%. Mais il y a une grande asymétrie entre ces deux blocs : alors que la droite détient un projet d'ensemble, une stratégie et une confiance en soi justifiée par ses succès, le centre-gauche n'a aucun sentiment d'urgence, et à l'image de sa capitale, Tel Aviv, vit dans la consommation et le succès individuel. « Un jour il faudra bien en finir avec cette occupation mais en attendant, préparons nos prochaines vacances en Europe ou en Extrême-Orient, ou faisons des économies pour envoyer nos enfants étudier à Berkeley Californie » voilà pour l'état d'esprit... Car le centre-gauche, ce sont surtout les couches aisées, alors que la majorité de la droite appartient aux couches défavorisées de la population juive.



Militant anticolonialiste israélien, journaliste, cofondateur et président de l'Alternative Information Center (AIC).



Après 13 ans de pouvoir quasi-absolu, Benjamin Netanyahu a été obligé de quitter la résidence de la Rue Balfour à Jérusalem, et de devenir « chef de l'opposition », au sein du Likoud qui reste le plus grand parti représenté à la Knesset. Ivre de pouvoir et sous l'influence néfaste de sa femme Sarah et de son fils Yair, il s'était alors fait beaucoup d'ennemis dans son propre camp. A quoi il faut ajouter trois procès en cours pour corruption aggravée. C'est ainsi que s'est constitué au parlement un bloc majoritaire qui a su mettre fin au pouvoir de la famille Netanyahu. « Anti-Netanyahu » – c'est le seul dénominateur commun d'une (petite) majorité totalement hétéroclite, qui va de l'extrême droite (le premier ministre Naftali Benett, la ministre de l'intérieur Ayelet Shaked) au centre gauche (le parti Meretz), en passant par la Liste Arabe Unifiée (LAU) du député Mansour Abbas.

Il s'agit en fait d'un gouvernement de droite ayant la caution d'un centre-gauche qui justifie son ralliement à Benett-Shaked par la nécessité de se débarrasser du régime corrompu de la famille Netanyahu. Il s'agit pourtant de la même politique que le gouvernement précédent, mais sans les odeurs d'égouts qui caractérisaient celui-ci. Les Palestinien·nes n'ont rien à y gagner, et c'est à juste titre que le bloc des partis arabes (à l'exception de la LAU d'Abbas) a refusé ce gouvernement, malgré le dégoût partagé de Netanyahu, de son pouvoir et de sa politique.

En Israël, l'estampillage « de gauche » signifie plus « modéré » sur la question de l'occupation. Sur le plan économique et social, la gauche est plus ouvertement néolibérale que la droite, ce qui laisse à celle-ci un espace pour parler au nom des démun·es. C'est pourtant Netanyahu, alors ministre des Finances, qui a opéré dans les années quatre-vingt-dix le tournant néolibéral et tenté de démanteler l'État social instauré par les Travaillistes à la création de l'État d'Israël. Pour Netanyahu, les États-Unis sont un modèle dont le système de santé (sic) doit être adopté par Israël. Évidemment, la droite n'est pas plus sociale que le centre gauche, mais le discours populiste de ses dirigeants continue à faire recette.

Faute de voir leurs intérêts sociaux et économiques défendus par les grands partis, les plus démun·es se réfugient dans un super-patriotisme et la surenchère anti-arabe.

Aussi, l'acceptation de la mondialisation néolibérale et la volonté de renforcer davantage l'intégration dans les institutions qui structurent le capitalisme mondialisé font consensus dans la classe politique israélienne. Les voix et les politiques sociales-démocrates, dominantes pendant les premières décennies de l'État d'Israël, sont aujourd'hui totalement marginalisées.

Le « TINA » de Margaret Thatcher est l'horizon commun à la majorité des partis politiques. On comprend alors pourquoi les couches pauvres de la population du pays (30% des enfants israélien·nes vivent sous le seuil de pauvreté) se reconnaissent dans l'extrême-droite : faute de voir leurs intérêts sociaux et économiques défendus par les grands partis, les plus démun·es se réfugient dans un super-patriotisme et la surenchère anti-arabe. Il s'agit là d'un phénomène global qui n'est pas particulier à l'État d'Israël, loin de là.

Israël, pays riche et performant du point de vue économique, est aussi l'État de l'OCDE où le fossé entre riches et pauvres est le plus prononcé. Le patriotisme extrême et l'existence de prétendus ennemis extérieurs (l'Iran) ou intérieurs (les « terroristes » palestiniens) servent aussi à colmater les brèches qui menacent de faire éclater, tôt ou tard, l'union sacrée et de mettre le social à l'ordre du jour.

NOTE

1. GEISELBERGER Heinrich (dir.) (2017). *L'âge de la régression*, éd. Gallimard, Coll. Folio essais, 400 pages.

Défendre l'héritage de Marielle Franco au Brésil

Entretien avec
Renata da Silva Souza,
journaliste, féministe,
défenseuse des droits
humains et députée
fédérale du Parti
Socialisme et Liberté
(PSOL) à Rio de Janeiro





Depuis l'arrivée au pouvoir de Michel Temer et encore plus depuis la présidence Bolsonaro, le Brésil est sous l'emprise de l'alliance ultraconservatrice des « BBB » – Bœufs (propriétaires terriens), Bible (religieux évangéliques) et Balles (militaires et polices). C'est à cette violence que s'opposait Marielle Franco, assassinée en mars 2018. Inlassable avocate des populations marginalisées et militante féministe, députée à la municipalité de Rio de Janeiro, elle défendait sans relâche les droits des Afro-Brésiliennes et ceux des minorités sexuelles. Son combat demeure toujours aussi brûlant auprès des forces progressistes : Renata da Silva Souza, son ancienne directrice de cabinet et proche amie, en témoigne.

R.S. : Je tiens à souligner que Marielle a été conseillère municipale à Rio de Janeiro : un point culminant d'une expérience de plus d'une décennie de militantisme et de travail en tant que conseillère parlementaire, toujours dédiée à l'accueil, à la défense des droits humains et à la protection des victimes et des mouvements en lutte contre les formes d'oppression les plus diverses. Je souhaite également ajouter que les intérêts de l'industrie nationale et internationale de l'armement ont toujours animé le discours et

les actions de Bolsonaro en politique. La police et les miliciens ne sont que la partie émergée de ce grand commerce aux visages licites et illicites qui alimente à la fois l'État et le crime organisé sous les formes les plus variées.

L'assassinat de Marielle Franco et la série d'atteintes aux défenseur-es des droits humains s'inscrit dans une dynamique de répression violente à l'encontre des personnalités qui luttent pour la justice sociale et l'inclusion des minorités. Dans quelle mesure la présidence de Jair Bolsonaro depuis 2019 a-t-elle renforcé cette dynamique ?

R.S. : Il n'est pas nouveau que le Brésil figure parmi les pays les plus dangereux pour les défenseur-es des droits humains et de l'environnement. De même qu'au Brésil, les populations noires et indigènes, en particulier dans les périphéries des grandes villes, dans les campagnes et dans les forêts, ont toujours été confrontées à la criminalisation et au génocide, les défenseur-es des droits humains ont également toujours été la cible de cette violence exercée par l'État et les bandes armées de propriétaires terriens, de bûcherons, de mineurs, de contrebandiers, de trafiquants, de milices et d'autres secteurs du crime organisé. Cette vio-

lence raciste, de genre et de classe est devenue encore plus sophistiquée dans la dictature entrepreneuriale, civile et militaire que le président Bolsonaro revendique tant. La reprise de cette dictature, qui n'a jamais été totalement démantelée, est le projet politique notoire de cet ancien capitaine. Sous son gouvernement, nous avons connu un sérieux recul des fragiles acquis démocratiques des quatre dernières décennies. Aux violations historiques s'ajoute désormais l'expansion des restrictions à la liberté d'expression et de la presse, avec des mouvements de censure et de persécution des journalistes. Il est également important de souligner la manière dont Bolsonaro s'active pour autoriser et encourager les violations des droits humains et, par conséquent, la haine, la persécution et les attaques contre les défenseur-es des droits humains et de l'environnement.



Aujourd'hui, l'identité des commanditaires de l'assassinat de Marielle Franco reste un angle mort de la justice et ce, dans un contexte d'impunité où les liens des exécutants avec le gouvernement brésilien et la « famille » ont été largement documentés. Pouvez-vous rappeler ces liens présumés entre pouvoir politique et milices ? Et de quelle manière et par quels moyens maintenir la pression sur la justice brésilienne ?

R. S. : Nous savons qui a tiré sur Marielle. Il s'agissait de tueurs professionnels au service des mafias du crime organisé à l'intérieur de l'État. Ce n'est pas un hasard si, quatre ans après l'assassinat de ma chère amie et camarade de lutte, nous ne savons pas qui a ordonné le meurtre et pourquoi. Mais

nous pouvons affirmer, par exemple, qu'il s'agissait d'un meurtre à gages, d'un crime mafieux, coûteux, sophistiqué, planifié et exécuté avec une habileté effrayante par des professionnels. Un tel crime est une abnégation, car il ne serait pas possible sans une dissimulation par les bras politiques et institutionnels de la mafia qui l'a engagé. De plus, nous pouvons affirmer qu'il s'agissait d'un féminicide politique. Marielle a été visée parce qu'elle était une femme, noire, habitant dans un

bidonville, LGBTQ+, qui faisait de la politique pour la gauche socialiste et pour la défense des droits humains. Il ne s'agissait pas de représailles pour une action spécifique de conseillère, mais pour ce qu'elle représentait dans l'ensemble de son identité et de son action dans la politique de Rio de Janeiro et du Brésil. Ce féminicide politique était un message, une intimidation dirigée vers les femmes noires au plus fort de leur lutte pour occuper des postes politiques et décisionnels.

Lever la voix (et la tête) pour les femmes noires en politique n'est pas seulement un acte de résistance, de courage, c'est aussi l'engagement dans la lutte contre les inégalités de genre, de race et de classe.



Votre combat politique, vous l'exprimez aussi dans le champ académique. En tant que chercheuse, vous avez formulé l'expression de « féminicide politique » en référence à l'assassinat brutal de Marielle Franco. Pourriez-vous développer ce concept ?

R. S. : Le féminicide politique est un concept formulé afin de pouvoir rendre compte de la caractérisation des meurtres de femmes, parce que ce sont des femmes comme Marielle qui occupent et font bouger la politique ; un cas qui m'a motivée à m'investir dans la recherche post-doctorale à l'Université fédérale de Fluminense, dans laquelle j'ai travaillé sur ce concept. Dans le cas du Brésil, nous parlons d'un crime spécifique qui est le plus grave parmi ceux qui font référence à la violence politique de genre. En politique, nous sommes également victimes de tentatives de réduction au silence, de disqualification, d'infractions et d'agressions verbales, de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel, ainsi que de blessures corporelles. Au Brésil, nous, les femmes, avons obtenu le droit de vote il y a moins d'un siècle, il y a 90 ans. Aujourd'hui encore, seules 16% des femmes sont élues à des mandats

politiques. Nous, les femmes noires, sommes environ 2% au Parlement brésilien. En plus d'être rares, nous sommes indésirables, nous sommes une nuisance, surtout parce que nous sommes féministes et engagées à gauche. J'ai l'habitude de dire que lever la voix (et la tête) pour les femmes noires en politique n'est pas seulement un acte de résistance, de courage, c'est aussi l'engagement dans la lutte contre les inégalités de genre, de race et de classe. Nous devons faire face à des regards et des expressions corporelles menaçants, nos corps noirs sont considérés comme envahissants et devant être effacés. A tel point que les actions menées dans le cadre politique subissent des représailles à l'extrême.

La conjoncture brésilienne est relativement bien couverte par la presse internationale : Bolsonaro est généralement critiqué pour sa gestion calamiteuse de la pandémie, pour ses propos fascisants et ses réticences à combattre la déforestation de l'Amazonie. Le racisme structurel brésilien – 5'000 Afro-Brésiliens tués par la police rien qu'en 2019 – connaît pourtant un moindre retentissement mondial en comparaison à la situation des États-Unis. Comment l'expliquez-vous et comment y remédier ?

R. S. : Nous devons nous rappeler que le Brésil a été le dernier pays à abolir l'esclavage, il y a un peu plus d'un siècle, et il l'a fait dans des circonstances où les Noirs étaient progressivement identifiés comme des ennemis intérieurs à séparer, éliminer, emprisonner, discriminer. Historiquement, les hommes et les femmes noirs ont été privés de l'accès aux droits fondamentaux tels que le logement décent, la santé, l'éducation, le travail décent, la liberté d'expression. Pendant des décennies, cependant, il n'y a même pas eu de débat sur le racisme structurel et ses impacts. Jusqu'à récemment, le discours d'une pseudo-démocratie raciale prévalait dans le pays. Un média contrôlé par une poignée de familles des anciennes oligarchies brésiliennes



a joué ce rôle : forger ce mythe et légitimer le rôle de l'État policier dans la guerre enclenchée jusqu'à aujourd'hui contre la drogue, – en vérité une tentative pyrotechnique de justifier l'incarcération et l'effusion de sang noir dans les bidonvilles, les périphéries et les campagnes. Les Noir-es représentent la majorité des plus de 700 000 personnes incarcérées au Brésil. La quasi-totalité de ces jeunes vies décimées par la police, au nom d'une notion fautive et raciste de sécurité publique, sont noires. Le racisme structurel américain n'était pas masqué comme il l'est au Brésil. La confrontation y a commencé avant et dans d'autres conditions, avec la renommée mondiale de figures comme Luther King, Malcom X, Angela Davis. Ici au Brésil, notre lutte existe aussi depuis toujours, mais l'effacement de cette lutte y a été extrêmement efficace et longue. Ce n'est que très récemment que les choses ont commencé à changer, et encore très lentement. Je crois que cette réalité ne peut être dépassée de manière structurelle qu'avec le dépassement du capitalisme lui-même dont l'essence est basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. En ce sens, tant que le capitalisme se maintiendra, il y aura des luttes des classes et la subordination de certain-es par d'autres. C'est la raison pour laquelle je crois au socialisme, comme la voie d'une victoire possible contre la barbarie produite sans cesse par le capitalisme.

Quelles actions de résistance menez-vous pour continuer à défendre l'héritage et la mémoire de Marielle Franco ?

R. S. : Notre mandat s'inscrit de manière totale dans les causes défendues par Marielle et celles des mouvements noirs, féministes et des droits humains. Je crois que nous honorons la mémoire de Marielle lorsque nous dénonçons l'incarcération et le génocide des Noir-es, comme lorsque le gouverneur de l'époque, Wilson Witzel, a été dénoncé à l'ONU pour avoir encore aggravé cette politique de décimation de la jeunesse noire. Je crois que la mémoire de Marielle est honorée lorsque nous articulons nos luttes avec les mouvements des habitant-es des favelas, des jeunes noir-es, des femmes noires et des personnes LGBTQ+, en défense de la démocratie et qui luttent contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation de classe, de race et de genre. Je considère surtout comme exemplaires notre capacité à ne pas reculer après l'assassinat de Marielle et la manière dont ses graines se sont multipliées



et continueront de se multiplier dans l'engagement politique. Nous récupérons l'héritage de Marielle pour relever la tête de manière collective et organisée, avec le courage nécessaire pour exiger la fin du racisme structurel et du machisme, de la destruction de l'environnement, des violations des droits humains et de tous les féminicides y compris politiques. Nous avons formulé de nombreuses lois et politiques publiques pour combattre les inégalités et l'apartheid, mais notre action la plus importante est de refléter les désirs et de montrer à toutes les femmes qu'il est possible de changer cette réalité remplie de préjugés et de violence. Je rappelle ici l'humanité transmise par Marielle et qui nous inspire tant dans notre façon d'élever nos voix : « Je suis parce que nous sommes ».

NOTE

1. Expression utilisée au Brésil, contraction de « famille » et « milice », pour caractériser les liens particuliers entre le clan Bolsonaro et les paramilitaires mafieux.

Une réponse syndicale face au racisme et à la précarisation

Par Mercedes Domínguez *

Le Syndicat Andalou des Travailleur-euses (SAT) lutte activement contre les conditions d'exploitation de la population immigrée et la montée du racisme et de la xénophobie en Andalousie.



Responsable du secteur migrations du Syndicat andalou des Travailleur-euses – Sindicato Andaluz de Trabajadores/as (SAT).

Le racisme et la discrimination se sont développés dans presque toutes les étapes par lesquelles la société a évolué. Nous allons ici nous concentrer sur l'une de leurs expressions les plus virulentes qui s'est déchaînée sur l'Andalousie, déclenchant une lutte titanesque pour la combattre de la part de nombreuses organisations. Parmi ces dernières, le Syndicat Andalou des Travailleur-euses (Sindicato Andaluz de Trabajadores y Trabajadoras, SAT) a joué un rôle de premier plan contre les attaques racistes, xénophobes et fascistes.

Nous remontons aux années 1980, époque durant laquelle l'agriculture intensive a commencé à se développer dans l'ouest d'Almería¹, le climat caractéristique de la région favorisant l'im-

plantation de serres. Dans cette province, les conditions géographiques, culturelles, climatologiques et orographiques profitent à l'émergence d'une série de secteurs ne relevant pas du domaine journalier. L'installation et le fonctionnement des serres ont néanmoins rendu nécessaire l'appel à une main-d'œuvre journalière, raison pour laquelle cette région est devenue un pôle d'attraction et d'installation pour de nombreux-ses migrant-es. Les employeur-euses ont profité de la situation en embauchant sans aucune forme de régularisation ces hommes et femmes arrivés sans papiers après une périlleuse traversée de la mer sur des embarcations de fortune. Cette situation a provoqué un « effet d'attraction » pour de nombreux-ses migrant-es arrivant dans la région dans ces conditions. Un grand nombre de



migrant-es a commencé à affluer, s'installant dans les villages environnants pour effectuer un travail dans de mauvaises conditions d'hébergement, car privé de logement, d'eau potable et d'électricité... Sans parler des problèmes liés à l'absence de produits de première nécessité et au manque d'infrastructures – accès à un-e médecin ou une école par exemple – dans les villages de la province d'Almería.

La situation d'agglomération qui se créait dans un certain point géographique a commencé à provoquer un climat de rejet envers ces personnes dans certaines villes. Ce problème était le plus aigu dans la ville d'El Ejido (province d'Almería). Face à un conflit qui semblait apparemment normal et qui pouvait se produire dans n'importe quelle ville, une attitude ou une idéologie « dormante » a été réactivée : le RACISME envers les personnes migrantes.

A partir de ce moment, éclatent le 6 février 2000, « les événements d'El Ejido », véritable déchaînement raciste de résident-es de la localité d'El Ejido à l'encontre de travailleur-euses immigré-es qui se sont soldés par des cabanes brûlées, des lynchages, et même de nombreux décès.

Le Syndicat Andalou des Travailleur-euses (SAT), – à l'époque, le Syndicat des Travailleur-euses agricoles (*Sindicato de Obreros del Campo*, SOC) défendait déjà depuis plus de 20 ans les droits des travailleur-euses d'Andalousie et luttait pour des conditions équitables, tant de travail que sociales. Mais cette situation de racisme et de xénophobie, causée par le fascisme régional, a poussé notre syndicat à se concentrer davantage sur ce secteur de la population, car, à l'époque, il s'agissait des personnes les plus vulnérables et les plus nécessiteuses, et nous ne pouvions pas permettre qu'elles soient exploitées en raison de leur situation juridique et qu'elles soient massacrées de la sorte pour être venues sur notre territoire afin de gagner leur vie.

Le SOC-SAT a commencé à se structurer plus solidement dans cette province (Almería) afin de combattre ces scènes de racisme qui se produisaient constamment. Nous avons travaillé de manière solidaire et humaine pour renforcer l'organisation dans ce domaine afin de pouvoir aider les travailleurs à faire valoir leurs droits, à légaliser leurs papiers, à chercher un logement, etc. En bref, dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Ce travail volontaire et syndical que nous avons réalisé dans cette région a contribué, dans une certaine mesure, à stabiliser la situation dans la région, constituant un rempart important contre le racisme, la xénophobie et le fascisme, malgré la prégnance de ces fléaux comme dans différentes parties du monde. La situation qui se développait a toutefois réussi à se décanter. Motivé par les événements d'Almería, le fascisme s'est développé dans cette région, à l'image du parti d'extrême droite VOX, lors des dernières élections.

À partir des années 1990, cette situation d'immigration ou « temporerismo » (travail saisonnier), s'est déplacée à Huelva² avec la culture des fruits rouges. Dans cette province, quatre cultures principales couvrent environ 11 000 hectares : les mûres, les framboises, les fraises et les myrtilles. Dans ces deux principaux centres de travailleur-euses migrant-es (les serres d'Almería et de Huelva), les abus et l'exploitation de ces personnes se normalisent. Le syndicat a commencé à offrir des consultations juridiques, à dénoncer ces situations honteuses, et à attirer l'attention... Nous ne nous sommes pas contenté-es d'intervenir publiquement, nous avons également déposé des plaintes auprès de l'inspection du travail, nous nous sommes rendu-es dans les campements affectés par une

migration non réglementée de travailleur-euses journalier-ères et avons pu constater la triste et dure réalité de ces personnes qui viennent ici dans l'espoir d'obtenir un emploi et, partant, une vie meilleure, mais qui sont confrontées à la réalité des campements dans des conditions inhumaines.

Aujourd'hui, nous continuons la lutte. Le syndicat ne se limite pas à aider à trouver du travail ou à régler la question des papiers : il mène également une action sociale et humanitaire. Par exemple, nous avons fourni et distribué de la nourriture aux immigrant-es tant à Huelva qu'à Almería, installé des panneaux solaires dans les colonies de Huelva pour qu'ils et elles aient accès à l'électricité et puissent recharger leurs téléphones portables... Nous avons même acquis des sièges syndicaux à Roquetas de Mar, El Ejido, Almería et dans la ville de Huelva pour que nous puissions fournir assistance, conseils et aides aux personnes dans le besoin.

Outre le fait que le syndicat effectue le travail syndical le plus important dans ces deux zones où le racisme est le plus répandu pour les raisons expliquées ci-dessus, nous menons nos actions sociales et syndicales pour aider et défendre tous et toutes les immigrant-es et travailleur-euses de toute l'Andalousie.

Aujourd'hui, malheureusement, des situations d'abus et d'exploitation sont constatées tous les jours et se sont accentuées au-delà de ces provinces. C'est pourquoi le SOC-SAT répond PRÉSENT dans tous ces conflits, facilitant la vie des migrant-es et dénonçant ces faits auprès des instances officielles. Il réalise un travail antiraciste où la camaraderie prévaut pour contrer le racisme, la xénophobie et le fascisme.

Au SOC-SAT, nous espérons que nos actions et notre lutte pacifique porteront leurs fruits et mettront fin à ces idéologies fascistes. Nous appelons le public à dénoncer ces attitudes inhumaines qui fomentent la discrimination et la haine dans la société en empêchant la coexistence pacifique de tous les peuples. Notre syndicat sera toujours à l'avant-garde, en première ligne, pour combattre les injustices et promouvoir la paix dans l'ensemble de la région.

NON AU RACISME, NON À LA XÉNOPHOBIE ! NOUS SOMMES TOUS ET TOUTES ÉGAUX-LES. LE TRAVAIL OUI, MAIS AVEC DES DROITS !

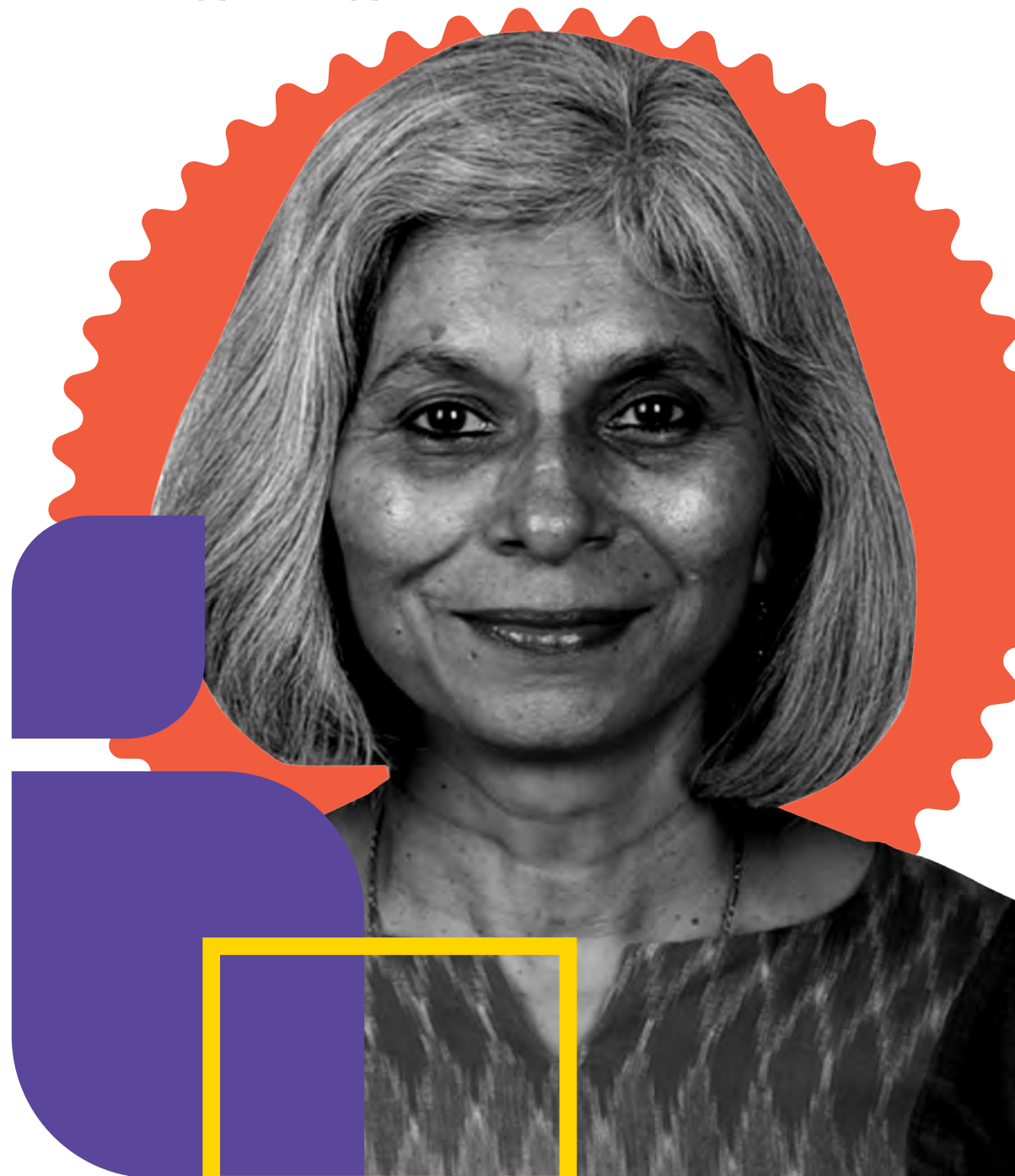
NOTES

1. Province la plus orientale des huit provinces de la communauté autonome d'Andalousie.
2. Province du Sud-Ouest de l'Andalousie, jouxtant le Portugal.

Notre syndicat sera toujours à l'avant-garde, en première ligne, pour combattre les injustices et promouvoir la paix dans l'ensemble de la région.

Inde : face au nationalisme néolibéral, la riposte du peuple

Entretien avec
Shalmali Guttal,
Directrice exécutive
de *Focus on the Global
South*¹, Thaïlande.



Devant l'ampleur des mobilisations depuis septembre 2020 et face à une retentissante convergence des luttes sociales, paysannes et syndicales à l'échelle nationale, le gouvernement suprémaciste hindou de Narendra Modi a été contraint d'abroger, fin 2021, sa réforme du secteur agricole. Comment comprendre cette victoire dans le contexte du nationalisme néolibéral et quels sont les enjeux actuels pour les mouvements sociaux ? Éclairage de Shalmali Guttal, activiste et intellectuelle indienne, Directrice exécutive de *Focus on the Global South*.

L'Inde fournit une bonne et singulière illustration du nationalisme néolibéral. En effet, depuis son élection en 2014, Narendra Modi a cherché à imposer à la société indienne un programme néolibéral, identitaire et autoritaire. Pourriez-vous expliquer, dans le cas de l'Inde, comment interagissent nationalisme ethno-religieux et politiques néolibérales ?

S.G. : Les racines du néolibéralisme en Inde ont été posées en 1991, lorsque l'Inde a conclu un accord de programme d'ajustement structurel avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sous le régime du Congrès national indien (CNI). Depuis

lors, les gouvernements successifs ont poussé les réformes économiques pour faire évoluer le pays vers une économie de marché capitaliste à part entière, permettant aux agents du capital national et transnational d'avoir une influence accrue sur les propositions de réforme politique et réglementaire. Mais c'est le Bharatiya Janata Party (BJP) qui a refondu le programme de mondialisation économique-financière de l'Inde en un projet élitiste, pro-entreprises et ultranationaliste hindou.

Le néolibéralisme n'est pas une question de « moins d'État » il s'agit plutôt de savoir quels intérêts l'État sert.

Certain-es analystes affirment que l'Inde ne dispose pas encore d'un ordre économique néolibéral, parce que l'État indien conserve un pouvoir énorme sur l'économie du pays et que les forces du marché ne sont pas aussi libres que prévu dans le cadre du

néolibéralisme. Mais le néolibéralisme n'est pas une question de « moins d'État » ; il s'agit plutôt de savoir quels intérêts l'État sert. En Inde, l'État sert de plus en plus celles et ceux qui possèdent les richesses et/ou ont le potentiel de générer de la richesse, principalement des couches particulières de l'ordre social et de la religion hindoue. Pour que le néolibéralisme et le nationalisme articulé en termes culturels et religieux puissent s'épanouir dans un pays identifié comme socialiste et laïc dans sa Constitution, l'État doit procéder à des changements structurels qui affectent négativement une grande partie de la population, entraînant des troubles généralisés et justifiant la nécessité d'un État autoritaire. L'un des traits distinctifs du régime actuel est la centralisation du pouvoir économique et politique et l'affaiblissement des principes fondamentaux du fédéralisme qui lie l'Inde en tant que nation tout en respectant le pluralisme culturel, religieux et politique régional.

Dans l'Inde contemporaine, le néolibéralisme et le développement capitaliste sont fermement attachés au nationalisme culturel, ethno-religieux, dans le récit et la pratique. Le premier tourne en dérision le secteur public et fait des promesses d'un marché sans entraves menant à un avenir





prospère, tandis que le second invoque un passé civilisationnel romancé perturbé par des maraudeurs étrangers, ce qui rend ensuite les Indien-nes (de certains groupes religieux, castes et classes) méritant des récompenses futures de la mondialisation économique et financière. Le régime en place utilise l'attrait des marchés, des autorisations/licences d'exploitation, des allègements fiscaux, des terres et d'autres avantages pour obtenir le silence des entreprises face à la répression politique, sociale et culturelle. Les critiques selon lesquelles le régime ne fait rien pour les pauvres sont contrées par une série de programmes d'aide sociale opportuns pour satisfaire des circonscriptions particulières, mais sans toucher aux structures de l'inégalité socio-économique. La puissance économique et le potentiel des bénéfices pour attirer les investissements étrangers sont étroitement liés à la légitimité politique - du parti et de la direction -, même si les bénéfices promis de la croissance économique n'atteignent pas les pauvres et les classes ouvrières rurales et urbaines. L'intérêt économique personnel et l'aspiration sociale se combinent pour permettre la mutation de la démocratie en une forme hideuse de régime à préention majoritaire.

Quelles sont les principales causes qui expliquent la montée de l'idéologie suprémaciste hindoue dans le pays ?

S. G. : Les principales causes comprennent des facteurs matériels et culturels à la fois historiques et contemporains. Sur le plan matériel, on constate que le projet moderniste de l'Inde après l'indépendance n'a pas réussi à assurer le bien-être d'une grande partie de la population, en particulier des classes moyennes et ouvrières, ainsi que des couches pauvres des villes et des campagnes. Le colonialisme britannique n'a pas seulement appauvri le pays, il a aussi profondément fracturé la population indienne dans toute sa diversité par des stratégies de division et de domination, semant la désunion dans le mouvement de libération qui est devenu violemment oppositionnel après l'indépendance. Le CNI a mené l'Inde à l'indépendance, mais a ensuite sapé sa propre intégrité par le biais d'un leadership factionnel, d'une politique de patronage, d'un opportunisme socio-religieux et d'un virage autoritaire qui a entraîné une violation généralisée des droits humains. Au lieu d'instaurer une citoyenneté démocratique solide à travers les classes et les castes, les dirigeants du CNI ont eu recours au populisme et à la séduction des banques électorales, ce qui a déclenché des réactions négatives de la part des classes et des castes supérieures et a ancré la discrimination contre certaines castes ainsi que la pauvreté parmi les groupes privés de leurs droits.

La libéralisation économique et financière et les réformes d'ajustement structurel lancées dans les années 1990 ont aggravé l'appauvrissement des pauvres des zones rurales et urbaines et créé des difficultés économiques pour les classes moyennes, ce qui a entraîné un désenchantement généralisé à l'égard de la laïcité, du modernisme et du soi-disant socialisme. Les conditions étaient réunies pour que la droite hindoue accède au pouvoir par le biais d'affiliations et de coalitions à plusieurs niveaux, qu'elle a utilisées efficacement pour promouvoir son récit d'une nation prospère et politiquement hindoue.



L'idéologie suprémaciste hindoue est résumée par le terme *Hindutva*, qui, dans sa formulation sanskrite originale, signifie « identité et qualités hindoues », mais qui a été transformé en une idéologie politique nationale qui exalte les vertus de l'hindouisme et stigmatise à la fois les identités/peuples non hindous et les groupes sociaux et castes opprimés au sein de l'hindouisme. L'*Hindutva* a été exalté comme concept organisationnel dans les années 1920 par V. D. Savarkar, un nationaliste hindou emprisonné par l'administration coloniale britannique pour avoir organisé la résistance contre la domination britannique en Inde. Savarkar s'est inspiré des partis nazis et fascistes en Allemagne et en Italie respectivement et a appelé à la construction d'une identité collective hindoue pour construire l'unité hindoue face aux menaces des « autres » non hindous. L'*Hindutva* a été adopté comme pilier central d'organisation pour la construction d'une nation hindoue par le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), une organisation nationaliste, de droite, militante et bénévole fondée en 1925. Depuis sa création, le RSS a donné naissance à des organisations nationalistes en Inde et à l'étranger, qui forment la famille RSS (Sangh Parivar). Le parti actuellement au pouvoir en Inde, le BJP, est le parti politique de la famille RSS, et une grande partie de ses hauts dirigeants ont des racines dans le RSS.

De nombreux-ses hindou-es estiment que les musulman-es et les communautés minoritaires ont été apaisés-es par le BJP pour obtenir des voix au détriment de l'identité et de la dignité hindoues. Le BJP est ouvertement hindouiste et a donné aux hindou-es mécontent-es et rancunier-ères la confiance nécessaire pour valoriser l'hindouisme. Au cours des trois dernières décennies, la famille RSS a présenté l'*Hindutva* comme un concept large et inclusif, remettant en question les prétentions antérieures de l'Inde à un modernisme laïque. Les tribunaux indiens – y compris la Cour suprême – ont également contribué à la promotion d'une vision bienveillante de l'*Hindutva* dans divers jugements, en l'associant à l'hindouisme et à l'indianité, fournissant à la droite hindoue des raisons de prétendre que l'*Hindutva* a une base constitutionnelle. La phrase tant vantée selon laquelle « l'hindouisme est un mode de vie plutôt qu'une religion » est dangereuse dans le contexte de l'*Hindutva* : elle renforce un ordre social basé sur les structures de croyance des castes supérieures hindoues, faisant de celles et ceux qui appartiennent à d'autres castes et religions les adversaires d'un ordre social hyper hindouisé. La caste et la religion se sont alliées aux forces du marché pour reproduire et renforcer les asymétries de pouvoir et attiser l'intolérance et la violence.



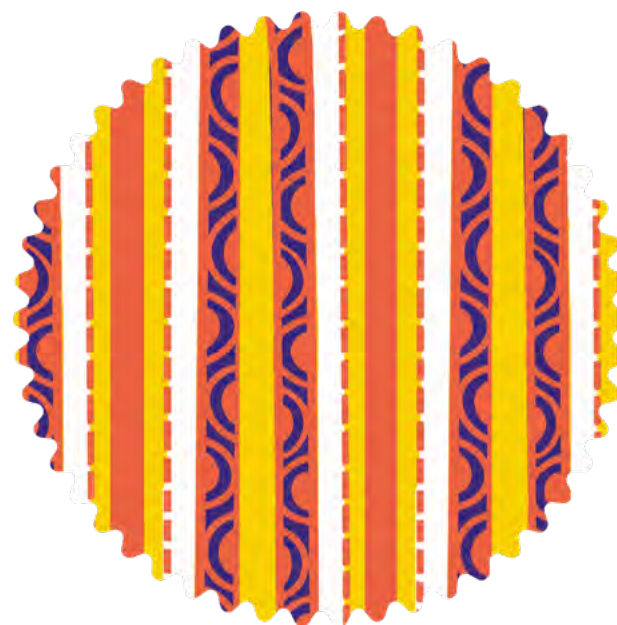
Pourriez-vous expliquer en quoi les politiques gouvernementales alimentent le maldéveloppement socio-économique en Inde ?

S.G. : L'une des politiques les plus destructrices de la dernière décennie a été la démonétisation, entrée en vigueur en novembre 2016, qui a provoqué une crise économique aux effets durables. Les billets de 500 et 1000 roupies ont été interdits et près de 86% de la monnaie indienne ont été effacés du jour au lendemain. La démonétisation n'a pas éradiqué l'« argent noir » et l'accaparement des richesses comme le prétendait le gouvernement. Au contraire, les travailleur-euses ruraux-les et urbain-es (en particulier les salarié-es journalier-ères) ont perdu leurs revenus et leurs emplois, et les économies déjà maigres des familles à faible revenu sans compte bancaire ont été réduites à néant. Les gens ne pouvaient pas obtenir d'argent liquide auprès des banques (surtout dans les zones rurales), ni payer les soins de santé, les médicaments et la nourriture. Les agriculteur-trices et les pêcheur-euses n'ont pas pu vendre leurs produits, et les petites entreprises n'ont pas pu payer leurs employé-es, leurs fournisseurs et leurs prestataires de services.

Les politiques économiques, sociales et environnementales ont toujours favorisé les entreprises et le grand capital au détriment des petites entreprises et des producteur-trices de denrées alimentaires, des travailleur-euses et des pauvres. L'acquisition de terres pour les grands projets d'infrastructure, l'agriculture industrielle et les projets d'extraction et de développement des ressources ont dépossédé les populations rurales et accru la fragilité environnementale. Le système de santé publique de l'Inde était déjà affaibli par trois décennies de désinvestissement. Lorsque la pandémie de COVID a frappé l'Inde, ce système de santé publique rudimentaire n'a pas supporté le poids de la réponse à la pandémie et il s'est effondré. Les mesures d'urgence prises pour lutter contre la pandémie n'ont pas permis de renforcer le système de santé publique et la portée des services de santé, en particulier dans les zones rurales, ni d'apporter un soutien économique aux pauvres. Au lieu de cela, nous avons eu des fermetures brutales qui ont causé d'énormes souffrances à des millions de travailleurs migrants à travers le pays et la criminalisation de ceux qui critiquaient les politiques gouvernementales.

Aujourd'hui encore, deux ans après le début de la pandémie, nos systèmes de santé publique, d'éducation, de protection sociale et de distribution publique manquent de ressources. Au lieu de cela, les protections du travail et de l'environnement ont été encore relâchées, au profit des grandes entreprises, mais au détriment des classes ouvrières, des communautés rurales et des divers écosystèmes du pays. Les trois lois agricoles qui ont été adoptées tout azimut par le Parlement en 2020 (en pleine pandémie) privent les agriculteur-trices du peu d'autorité dont ils disposent et permettent aux entreprises d'étendre leur contrôle sur le secteur agricole.

L'affaiblissement de la citoyenneté démocratique, des droits et libertés fondamentaux et d'une presse libre et indépendante est un problème très grave. Les impacts et les implications socio-économiques de la loi d'amendement sur la citoyenneté ont fait l'objet de nombreux articles. Les organisations de la société civile, les journalistes défenseur-es des droits humains, les universitaires, les étudiant-es, les dirigeant-es de mouvements sociaux et même les avocat-es sont traqué-es, harcelé-es, intimidé-es et arrêté-es pour avoir remis en question et critiqué les politiques et programmes du gouvernement, et pour avoir demandé des comptes. Le gouvernement peut lancer des accusations de sédition et d'atteinte aux intérêts nationaux contre toute personne qu'il considère comme une menace. Cette situation a pour effet de réduire au silence la dissidence et les opinions hétérodoxes et d'éroder la participation du public à la gouvernance.



Dans quelle mesure l'action collective a-t-elle réussi, comme l'ont démontré les récentes manifestations de masse, à contrer les attaques du gouvernement contre la classe ouvrière et les tentatives de supprimer toute contestation du capitalisme par le bas ?

S. G. : Bien que les protestations des agriculteur-trices, des travailleur-euses et des étudiant-es aient clairement constitué de puissants défis au capitalisme et au nationalisme chauvin, le régime en place dispose de nombreux outils pour réprimer la dissidence, discréditer les échecs politiques et persécuter les critiques. Dans le même temps, ces récents mouvements de masse ont suscité une nouvelle prise de conscience au sein de la population indienne de l'importance de la solidarité, de l'action et de l'affirmation des droits démocratiques. Il reste à voir dans quelle mesure le régime est conscient de ces problèmes et comment il y répondra.

Diriez-vous que ces récentes manifestations de masse ont mis à mal le récit et le programme nationaliste hindou de Modi ?

S. G. : Pas tout à fait. Les manifestations menées par les agriculteur-trices contre les trois lois agricoles sont historiques par leur taille, leur durée, la participation et le soutien du public, la clarté des objectifs et de la stratégie. Les leaders de la protestation ont évité de se faire récupérer par un parti politique et ont créé une solidarité indispensable entre les religions, les castes et les cultures. Ils ont donné aux Indien-nés l'élan nécessaire pour construire une citoyenneté inclusive, démocratique et fondée sur les droits. Mais les partisans de l'*Hindutva* disposent d'une puissante machinerie de sensibilisation socioculturelle et politique et de moyens financiers abondants pour conserver leur emprise sur les personnes qui ont adhéré à l'argument de l'*Hindutva*.

De votre point de vue, maintenant que le gouvernement a été contraint d'abroger certaines de ses réformes, quels sont les enjeux actuels pour les mouvements sociaux et populaires ?

S. G. : La crise économique à laquelle sont confrontés les pauvres et les classes laborieuses des zones urbaines et rurales est une question urgente et permanente. Les politiques favorables aux entreprises et au marché, la démonétisation, les émeutes communales et la pandémie de COVID ont entraîné la dépossession des terres et des biens, la destruction de l'environnement et des moyens de subsistance, la faim, la pauvreté et diverses formes de difficultés extrêmes qui ne peuvent être traitées correctement que par un changement structurel progressif. Les défis économiques sont aggravés par l'aggravation du changement climatique, dont les groupes à faibles revenus supportent l'essentiel des impacts.

Il est important de reconnaître que les préjugés et l'intolérance sociale, culturelle et religieuse donnent lieu à des événements violents qui ont des effets distributifs complexes dans toutes les sphères de nos vies. Mais pour mettre un terme à de tels événements et actions, nous devons surmonter la méfiance, la suspicion et la polarisation profondes de notre société, qui se perpétuent constamment par le biais de politiques et d'orientations partisans et qui sont amplifiées par divers moyens de communication, notamment les médias conventionnels et sociaux.

NOTE

1. *Focus on the Global South* est une organisation sociale altermondialiste et un centre de recherche fondé en 1995, basé à Bangkok (quartier général), à New Delhi et aux Philippines.

Entretien avec l'organisation de jeunesse antiraciste Young Struggle



Young Struggle est une des rares organisations de jeunesse contre le racisme et le patriarcat qui regroupe à la fois les jeunes issues de l'immigration et celles et ceux des communautés résidentes en Europe. Leurs militant-es ont répondu collectivement et unanimement à nos questions sur la crise et la montée des attaques racistes contre les diverses communautés en 2020 et 2021.

Quelle est la place des inégalités raciales dans la vie quotidienne des jeunes en Europe ?

Y.S. : L'année 2020 a été particulièrement marquée par les violences policières et les meurtres racistes: Hanau en février, l'assassinat de Breonna Taylor en mars et de George Floyd deux mois plus tard. Partout dans le monde, des jeunes sont descendu·es dans la rue pour exiger la fin des violences policières, des inégalités raciales et de l'indifférence des politicien·nes. Le racisme et la violence policière ne sont pas des phénomènes exceptionnels : nous en connaissons l'héritage colonial et raciste aux États-Unis, au Royaume-Uni, en l'Allemagne ou en France. Le racisme est une menace quotidienne pour les jeunes, surtout en période de crise.

Pourquoi en période de crise ?

Y.S. : Le racisme sert d'auxiliaire aux crises socio-économiques régulières du néolibéralisme. Au cours de ce seul siècle, nous avons connu trois crises de ce type : en 2000, puis en 2008 et depuis 2020. Ces crises socio-économiques entraînent la perte d'emplois pour les travailleur·euses, le démantèlement d'entreprises, la chute de la production et la perte de recettes fiscales pour les gouvernements. Cette situation conduit à un danger existentiel pour le modèle de croissance capitaliste. Ces périodes charnières engendrent un désaveu et une remise en cause du capitalisme par les travailleur·euses, victimes de la crise. Logiquement, les crises existentielles sont bien plus dangereuses lorsque toute la classe ouvrière est également touchée par une perte périodique de revenus, une interruption d'éducation, ou une perte de logement, etc.

Ne pourrait-il pas y avoir une sortie démocratique de la crise pour tout le monde ?

Y.S. : Le grand capital « résout » ces problèmes d'instabilité en permettant aux crises économiques de frapper principalement certaines couches ouvrières. Les licenciements répétés, la pauvreté, les foyers et les familles séparés, les logements inabordables frappent donc durement ces minorités qui sont les premières victimes du système. Les secteurs relativement privilégiés de la classe ouvrière sont moins touchés par la crise, mais les jeunes issu·es de la migration, les femmes, les travailleurs et travailleuses pauvres sont sévèrement touché·es.

Ces minorités sont déterminées par la démographie régionale. Aux États-Unis, par exemple, elles sont issues des populations afro-américaines et autochtones, et des immigré·es pour d'autres régions du monde dont l'Europe. Les femmes sont largement exploitées sur le plan économique. Cela se voit dans les salaires plus bas, les emplois temporaires, le travail précaire etc.

Quelles que soient les communautés visées, elles sont toujours plus touchées par la pauvreté, la dépression, les séparations familiales, par les « ghettos » et une éducation insuffisante en comparaison du reste des classes populaires.



Pourquoi ces minorités sont-elles d'une importance existentielle pour le capitalisme ? Quel rôle la police joue-t-elle et à quel moment le racisme institutionnel entre-t-il en jeu ?

Y.S. : Il est clair que les crises du capitalisme se traduisent par des pertes d'emplois, de revenus, de logements et, en général, par des conditions de vie précaires pour les minorités touchées. Cette situation fragile conduit à son tour au besoin, au désespoir, au crime et à la violence. Le capitalisme dépend de la production et de la reproduction sociale de ces communautés. Ce à quoi la police et le système carcéral se conforment : maintenir une « gestion sociale » des communautés et des classes populaires. Leur travail consiste donc à « apprivoiser » et à « contrôler » ces catégories socio-économiques, toutes formes de violences policières et carcérales confondues.

Vous pensez que le racisme n'est pas une forme d'extrémisme mais une politique qui sert une gestion de la crise ?

Y.S. : Notre expérience et notre analyse nous poussent à penser que le capitalisme dans sa forme néolibérale fournit les conditions pour la reproduction du racisme institutionnel et vice versa. Ainsi, nous avons plusieurs raisons de considérer que le racisme est utilisé comme moyen de maintenir la reproduction sociale.

Le colonialisme et sa justification par les théories raciales n'existent pas seulement dans des contextes coloniaux. Certaines notions et théories raciales se retrouvent largement incarnées dans le capitalisme néolibéral. Le capitalisme renforce et s'appuie sur le racisme et le colonialisme.

Pourquoi, par exemple, la population afro-américaine fait-elle partie des premières sacrifiées en termes économiques aux États-Unis ? La raison est à chercher dans la riche histoire de la traite des esclaves dans l'Atlantique et de l'esclavage américain. La stigmatisation voire la déshumanisation dont les Noir·es sont la cible, et qui était même inscrite dans la constitution, a servi de modèle parfait pour exploiter les minorités dans le cas des États-Unis. Le capitalisme états-unien utilise, renforce et s'appuie sur l'histoire de l'esclavage dans ce pays, en utilisant les communautés racisées comme « précaire utile » et en justifiant le tout par le racisme parfois appuyé sur des arguments culturalistes, nativistes et indirectement suprémacistes. Le sexisme et le racisme servent à entraver l'émergence d'une conscience de classe commune et d'une solidarité au sein de la classe ouvrière. L'essentiel est le suivant : le racisme s'est entre-temps profondément enraciné dans le modèle de l'accumulation capitaliste.

Notre expérience et notre analyse nous poussent à penser que le capitalisme dans sa forme néolibérale fournit les conditions pour la reproduction du racisme institutionnel et vice versa.

Entretien avec Catherine S. Namakula, Vice-Présidente du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine

La Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée a adopté la Déclaration et le Programme d'action de Durban en 2001. Qu'en est-il de sa mise en œuvre aujourd'hui ?

C. N. : Depuis près de 21 ans, la Déclaration et le Programme d'action de Durban (DDPA) se sont révélés être un cadre complet pour l'action contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée dans le monde entier.

La pierre angulaire de la DDPA est l'engagement à agir par consensus contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Il ne s'agit plus de savoir « si » et « quand » le monde devrait et voudrait agir contre ces vices, mais « comment » il peut les éliminer efficacement dès aujourd'hui.

Venons-en à votre travail au sein du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine. En quoi consiste votre mandat ?

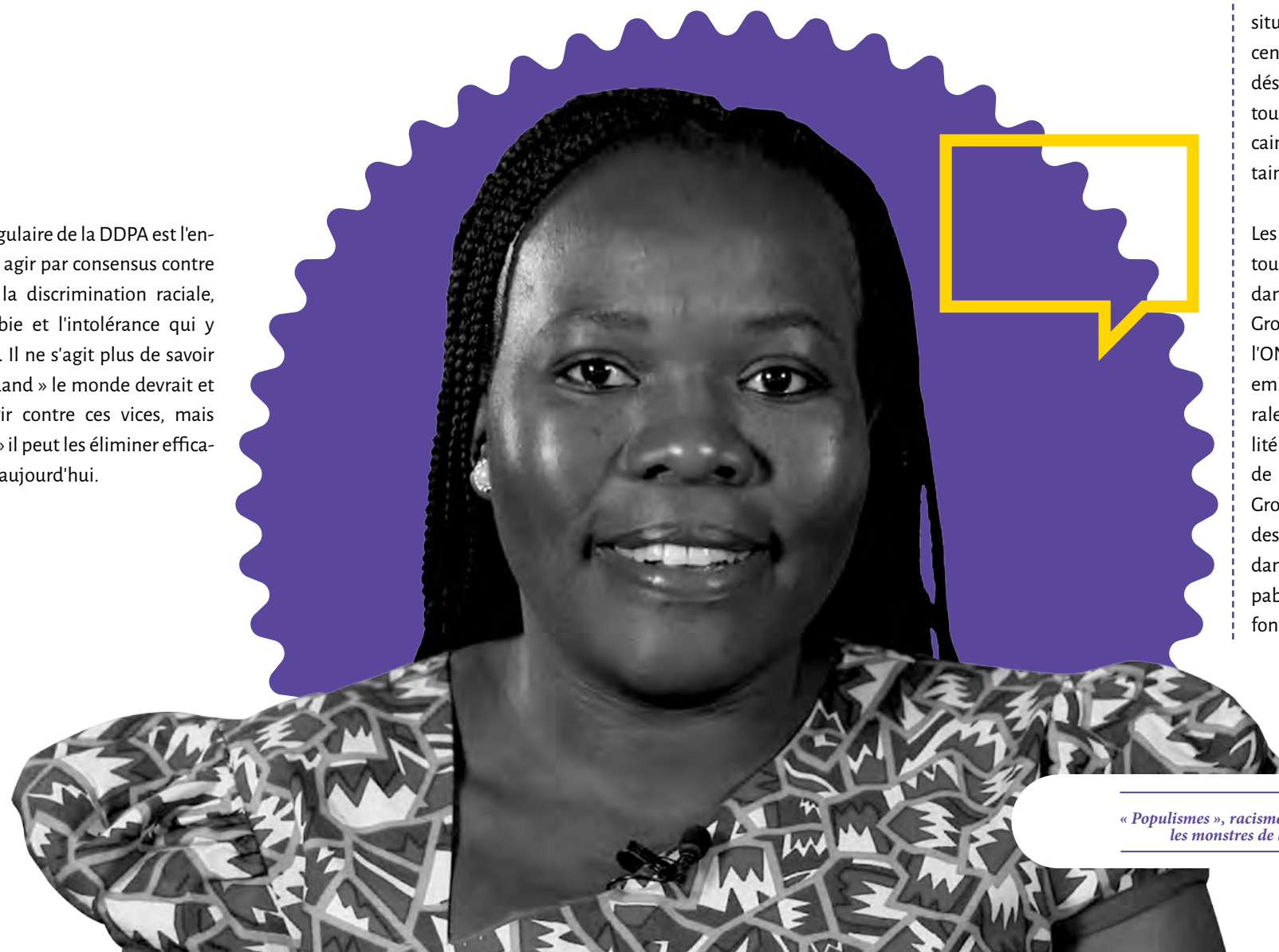
C. N. : Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a été constitué à la suite de la demande formulée au paragraphe 7 de la DDPA, adressée à la Commission des droits de l'homme en vue d'établir un mécanisme des Nations Unies chargé d'étudier les problèmes de discrimination raciale auxquels sont confrontées les personnes d'ascendance africaine vivant dans la diaspora africaine et de faire des propositions en vue de l'élimination de la discrimination raciale à leur rencontre. Le Groupe de travail est donc un mécanisme de la DDPA ; la DDPA est un instrument fondateur et directeur pour le travail du Groupe de travail.

Pour s'acquitter de son mandat, le Groupe de travail effectue des visites de pays, observe et recueille des informations auprès des gouvernements, des personnes d'ascendance africaine et d'autres parties prenantes sur le bien-être de ses membres ; il organise une séance publique annuelle sur un sujet d'actualité, avec une large participation des personnes d'ascendance africaine et il fait participer les personnes d'ascendance africaine et les gouvernements par le biais de sa procédure de communication. Il a également commencé à effectuer des visites techniques dans certains États afin d'encourager la coopération avec les agences des Nations Unies et d'assurer un effet maximal de leur travail auprès des personnes d'ascendance africaine. Enfin, il fournit ensuite un rapport intégrant ses conclusions et recommandations au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.

Comment conciliez-vous, dans le cadre de votre mandat, votre engagement contre le néocolonialisme et contre les « structures » coloniales dans la formation du racisme d'une part et l'approche plus « diplomatique » et non contraignante des procédures spéciales de l'ONU d'autre part ?

C. N. : En tant que procédure spéciale de l'ONU, le Groupe de travail a la possibilité d'engager directement les États sur des sujets de préoccupation. Nous comptons sur la bonne volonté des États qui se montrent disposés à accueillir le Groupe de travail lors de visites de pays, à répondre à nos appels au nom des personnes d'ascendance africaine, à fournir des informations à l'appui de notre mandat d'enquête et à mettre en œuvre nos recommandations. Malgré l'intérêt croissant que suscite notre travail depuis l'assassinat de George Floyd et les événements ultérieurs qui ont mis en lumière la situation critique des personnes d'ascendance africaine dans le monde, le désir du Groupe de travail d'atteindre toutes les nations de la diaspora africaine se heurte à l'hésitation d'un certain nombre de juridictions.

Les membres du Groupe de travail ont toutefois le privilège d'être indépendants des Nations Unies. En effet, si le Groupe de travail est un mécanisme de l'ONU, ses membres ne sont pas des employés de l'institution multilatérale. Notre indépendance et impartialité renforce nos points de vue au nom de nos mandant-es. Les membres du Groupe de travail sont toutes et tous des personnes sérieusement engagées dans leur mandat ; ils et elles sont capables de dire la vérité au pouvoir et le font souvent.





L'effet des politiques de développement néolibérales ne peut être complété que par une réparation effective des héritages du passé.

Globalement, compte tenu de vos nombreuses visites de pays dans le cadre de votre mandat, que pourriez-vous dire du lien entre les politiques de développement néolibérales et le racisme systémique contre les personnes d'ascendance africaine ? Dans quelle mesure et comment ce lien est-il saillant ?

C. N. : Les personnes d'ascendance africaine ont enduré des siècles d'exclusion, de privation, d'oppression et d'invisibilité officiellement sanctionnées, parmi d'autres effets de l'esclavage, du colonialisme et de l'apartheid. Ces effets ont retardé le développement du capital humain, l'accumulation de capital ou la mobilité sociale et économique des personnes d'ascendance africaine pendant des centaines d'années.

La libération des économies a propulsé la croissance des personnes ayant des capacités exceptionnelles ou extraordinaires et de celles issues de milieux privilégiés. Dans la majorité des pays visités, les personnes d'ascendance africaine sont majoritaires dans les secteurs où les conditions de travail sont précaires, et cette tendance s'inscrit dans des systèmes qui limitent leur accès à des compétences compétitives. La situation critique des personnes de notre circonscription a été mise en évidence par l'effet disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les familles et les personnes d'origine africaine ; beaucoup d'entre elles se sont retrouvées sans abri.

Aussi, l'effet des politiques de développement néolibérales ne peut être complété que par une réparation effective des héritages du passé par le biais d'une réparation matérielle, mais aussi par des politiques de discrimination positive.

Après avoir visité la Suisse, vous avez constaté que les personnes d'ascendance africaine de ce pays sont victimes de discrimination raciale dans divers aspects de leur vie. Quelles conclusions importantes souhaitez-vous partager avec nous et que pourrait-on faire pour combattre ces problèmes ?

C. N. : Je vais en relever quelques-unes et m'en remettre à notre déclaration et ses résultats préliminaires¹. Les personnes d'ascendance africaine en Suisse connaissent une forte expérience de discrimination raciale dans leur société. Le Groupe de travail a constaté que le canton de Genève avait organisé des consultations avec des personnes d'ascendance africaine et qu'ensemble, ils et elles avaient formulé des mesures destinées à étayer les activités du canton contre le racisme anti-Noir-es. Le Groupe de travail salue la pratique consistant à consulter les personnes d'ascendance africaine sur les questions qui les concernent ; cette démarche est plus humanisante et plus productive que de parler des personnes d'ascendance africaine en leur absence. Ce modèle pourrait être reproduit par d'autres cantons et il montre qu'il est urgent d'assurer la représentation des personnes d'ascendance africaine dans les mécanismes de lutte contre le racisme, même au niveau fédéral.

La Suisse dispose d'un vivier multinational de personnes d'ascendance africaine qualifiées et compétentes qui a été rendu invisible par le manque de données ventilées par race, les stéréotypes raciaux négatifs et les politiques d'exclusion qui ne reconnaissent pas les qualifications des pays tiers, entre autres facteurs d'exclusion. Il est important de corriger les récits inexacts et erronés de l'histoire de l'esclavage des Africain-es, qui ont entretenu les stéréotypes raciaux et la discrimination qui en résulte. Il faudrait envisager, entre autres, de réviser les programmes scolaires pour y inclure l'enseignement d'une histoire africaine authentique, en veillant à ce que les médias soient tenus responsables de tout contenu raciste et en promouvant les auteur-trices noir-es. La dignité des Africain-es a été attaquée et violée dans un contexte de forte résistance, et l'obligation de corriger les conséquences de l'agression incombe aux agresseur-euses et à ceux/celles qui les ont soutenu-es. Comme l'a dit un jeune d'origine africaine au Groupe de travail, « grandir comme un enfant et ne pas pouvoir se projeter dans la vie a un impact ».



La brutalité policière en Suisse est fatale, elle humilie de manière disproportionnée les hommes noirs et les femmes noires. Les auteurs ne sont pas tenus de rendre des comptes en raison de la menace réelle de représailles qui pèse sur les plaignant-es. Une enquête officielle et indépendante doit être menée de toute urgence sur les préjugés raciaux au sein de la police. Cette enquête doit porter sur le profilage racial, la brutalité policière et la représentation des personnes d'origine africaine dans les forces de police. Les préjugés dans l'application de la loi conduisent à un nombre disproportionné de personnes d'ascendance africaine dans les prisons et les centres de détention préventive, parfois de manière injustifiée. Enfin, les contraintes biaisées à la liberté individuelle entachent durablement le contrat social.

NOTE

1. Voir Groupe d'Experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance africaine, *Déclaration adressée aux médias par le Groupe de travail d'experts de l'ONU sur les personnes d'ascendance africaine, à l'issue de sa visite officielle en Suisse*, 17-26 janvier 2022, Genève.

« Empire des vaincu-es »

Témoignage de
Cruz Melchor Eya Nchama



Cruz Melchor Eya Nchama, militant de longue date en faveur des droits humains et témoin du processus de Durban en Afrique du Sud et à Genève, analyse les défis et faiblesses des réponses internationales pour endiguer le racisme systémique à l'encontre des personnes d'ascendance africaine.

« Lors de la conférence de Durban en 2001, nous avons assisté à un véritable bouillonnement émanant de ce que je nommerais « l'Empire des vaincu-es », à savoir la présence des Africain-es et des Afro-descendant-es à travers le monde. Cet « empire des vaincu-es », – « empire des opprimé-es » ou « empire des Damné-es de la Terre »¹ – est le produit de l'esclavage, du colonialisme et du néocolonialisme. Aujourd'hui, la population qui le compose se réveille, se conscientise et se politise petit à petit. Malheureusement, au-delà de la récupération politique et l'odieuse diabolisation orchestrée par l'idéologie néolibérale des pays occidentaux ayant consisté à rejeter les revendications des périphéries (la question des

réparations liées à l'esclavage, la dénonciation du colonialisme, du néo-colonialisme et du système de l'apartheid contre les Afro-descendant-es), j'attribue la déroute de Durban au rapport de forces inégal sur l'échiquier international, entre les militant-es politiques du continent africain et les pays capitalistes du Nord. Les anciens colonisateurs ont sciemment ignoré et dépolitisé leur responsabilité historique dans le maldéveloppement de l'Afrique, sous prétexte que cette responsabilité reposait sur leurs ancêtres et qu'ils n'y étaient par conséquent pas liés. Le raisonnement est pour le moins absurde. En effet, du XV^{ème} siècle jusqu'aux pseudo-indépendances africaines en passant par la révolution industrielle, le développement de l'Occident est le résultat de l'accumulation des capitaux des entreprises européennes directement tirée de l'esclavage. Une autre facette de cette impuissance est aujourd'hui évidente : il s'agit des élites néocoloniales qui pilotent les États africains, seuls sujets de droit international habilités à négocier dans les processus internationaux comme celui de Durban. Que pèse, par exemple,

une Union africaine, alimentée aux trois quarts de son budget (577 millions de dollars sur 782 millions de dollars en 2017) de cotisations annuelles de l'Occident capitaliste (Union européenne, les États-Unis d'Amérique parmi d'autres) dans le concert des nations ? Par conséquent, j'estime que la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban après les dernières conférences Durban III (2010) et Durban IV (2021) restera vouée à l'échec tant qu'il n'y aura pas un mouvement mondial afro-descendant populaire et combatif digne de ce nom. Les droits ne se reçoivent pas, ils se conquièrent ! »

NOTE

1. FANON Frantz, 1961. *Les Damnés de la Terre*, Paris : éd. François Maspero, 241 p.

L'évolution des revendications contre divers types de politiques racistes



Par CETIM

Le racisme néolibéral, de par sa nature mondialiste, régule la haine de l'Autre. La hiérarchisation des « races » n'est pas la bienvenue. Au contraire, l'altérité voire la diversité est appréciée, dans la mesure où les différentes appartenances nationales restent séparées, se développent de manière compartimentée et conservent ainsi leur caractère distinctif.

Le racisme : éternel carburant de l'impérialisme

Les inégalités dues au maldéveloppement et à la subordination des populations colonisées ont provoqué des vagues migratoires de ces peuples vers les régions colonisatrices. Dès le XV^{ème} siècle, l'exploitation de la force de travail plaçait le/la colonisé·e dans une

position subordonnée aux capitalistes voire aux classes populaires des pays riches, par le biais de représentations de l'« Autre » identifiant les peuples colonisés comme appartenant à des « races » biologiquement inférieures. La revendication essentielle des mouvements sociaux antiracistes consistait à abolir les rapports de subordination coloniale légitimés par une idéologie raciste. Cette situation perdure sous d'autres formes pour les pays du Sud et, dans le Nord, pour des groupuscules issus de la *subculture*.

Aussi, les pays de l'Union européenne sont doublement responsables du maldéveloppement, de la destruction de l'environnement, de la répression et de la précarité qui poussent à l'exil des millions de personnes auxquelles on oppose des barrières physiques,

procédures de tri discriminatoires, répression policière et indifférence – si non hostilité ouverte – de la part d'une partie des populations résidentes. Par leur alliance militaire avec les États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la plupart des pays de l'UE ont été complices aussi bien de la guerre d'Irak que de l'occupation de l'Afghanistan ou de la Libye. Ces mêmes classes dirigeantes ont défendu un soutien inconditionnel à Israël contre les Palestinien·es, une entente partielle et tacite avec l'Arabie saoudite contre l'Iran et le Yémen et un silence face aux exactions du gouvernement syrien commises avec le soutien de la Russie et face à celles des terroristes fondamentalistes appuyés par l'Occident et leurs alliés.

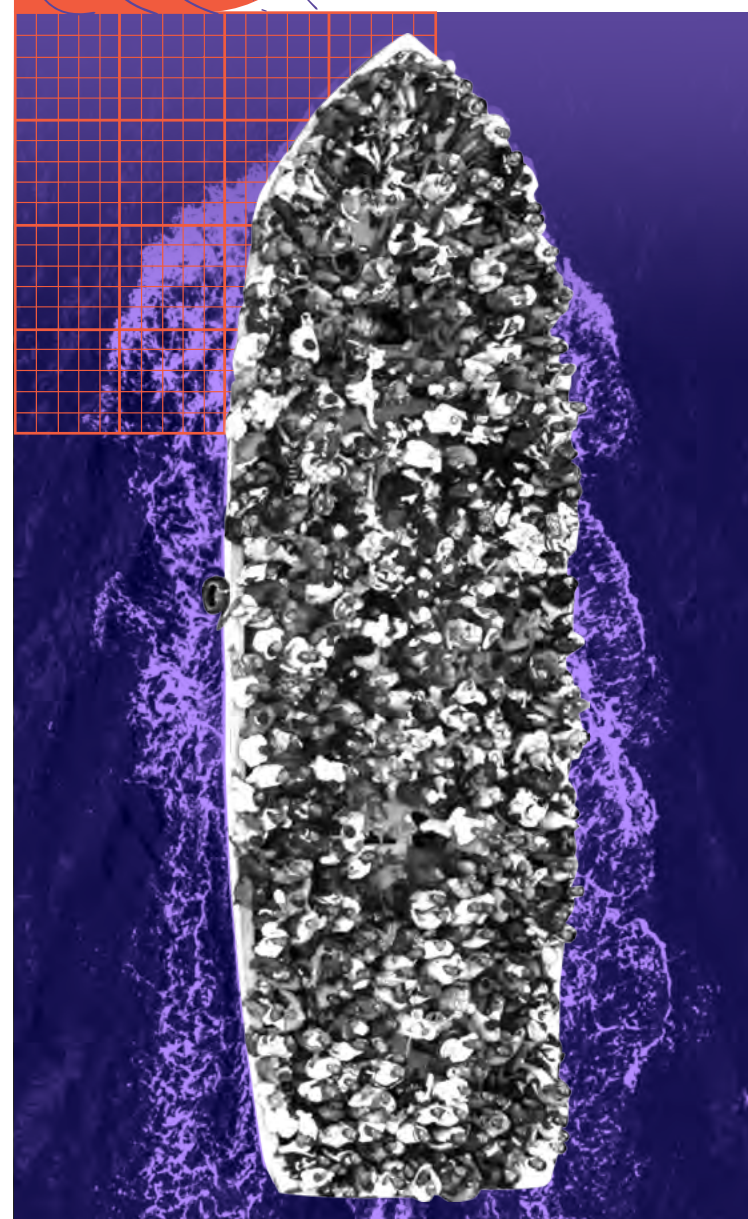
Justifier le racisme à l'heure du néolibéralisme

Aujourd'hui, la grande majorité des suprémacistes blancs ne veulent pas être traités de racistes, et prônent la centralité de « leur » culture contre l'invasion ou l'encerclement d'autres cultures. Ils ne se réfèrent presque jamais directement à une hiérarchisation raciale, mais exigent que les sensibilités supposément inhérentes à une majorité silencieuse et en colère contre la migration « déréglée » soient respectées. Même les néofascistes et les suprémacistes les plus criminels tentent de rejeter le caractère ethnocentrique de leur nationalisme et prétendent ne pas être partisans du racisme biologique. Les partis nationalistes construisent rarement leurs propagandes sur l'infériorité biologique ou la couleur de la peau, mais plutôt sur l'envie de vivre avec « leurs » semblables ou le droit de ne pas être marginalisé dans « leur » propre pays natal.

L'hostilité envers l'immigré·e dont la culture d'origine est subtilement méprisée est l'axe principal du racisme néolibéral dans les pays du Nord. Or, le racisme néolibéral ne met pas uniquement la question de la couleur de peau au cœur de son discours. Ce nouveau racisme divise la population mondiale en plusieurs cercles culturels et biologiques. Vérifiez les couches pyramidales du marché du travail et vous constaterez les hiérarchies mises en place par ce nouveau racisme néolibéral. Vous verrez à l'œuvre un racisme inégalitaire que l'on ne saurait confondre avec du racisme différentialiste.¹

L'hostilité envers l'immigré·e dont la culture d'origine est subtilement méprisée est l'axe principal du racisme néolibéral dans les pays du Nord.

Pour le racisme néolibéral, l'interdiction des partis politiques négationnistes et tenants du racisme biologique relève d'une mesure accessoire : la diabolisation est axée sur l'immigré·e d'une autre religion ou d'une autre culture. Vérifions les origines des travailleuses et travailleurs sans statut légal dans les pays européens : peut-on s'affirmer « non-raciste » et accepter que des millions d'individus perdent leur statut et se voient privés de leur identité d'êtres humains ?



Le racisme néolibéral, de par sa nature mondialiste, *régule* la haine de l'Autre. La hiérarchisation des « races » n'est pas la bienvenue. Au contraire, l'altérité voire la diversité est appréciée, dans la mesure où les différentes appartenances nationales restent séparées, se développent séparément et conservent ainsi leur caractère distinctif. Tant que les privilèges sont maintenus. Dans le cas contraire, on peut exclure, expulser et même ignorer l'« Autre », comme l'illustrent par exemple la situation yéménite et celle qui prévaut aux frontières ukrainiennes.

A la hiérarchisation des origines s'ajoute aujourd'hui l'exclusion pure et simple de certaines origines.

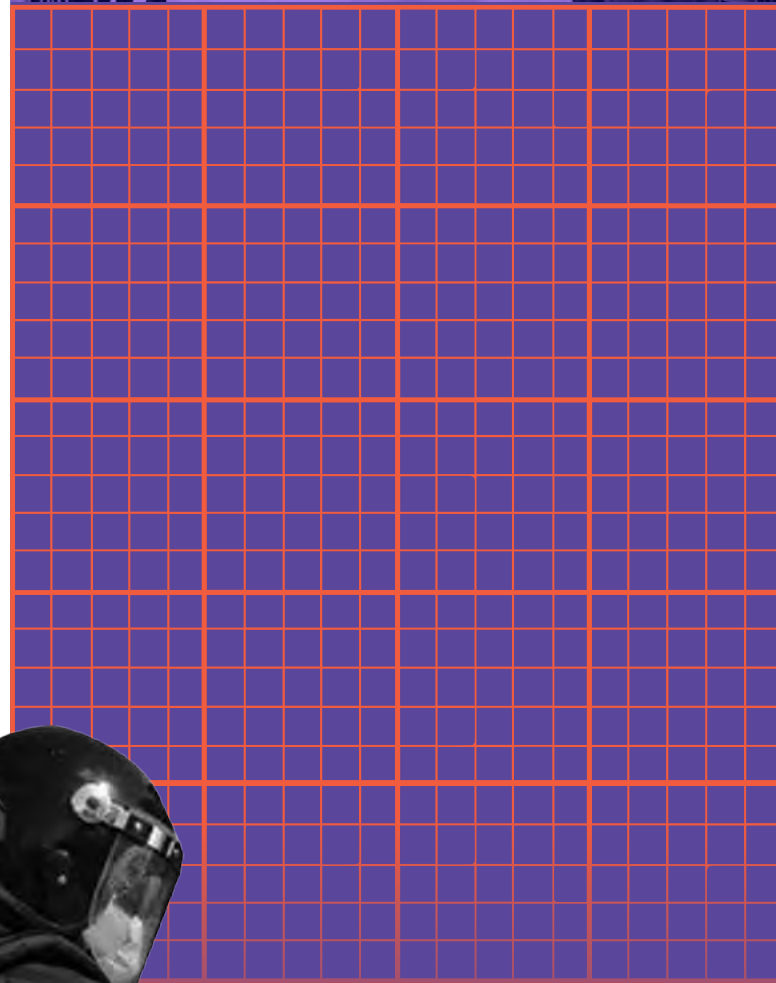
Les mouvements sociaux ne sont pas dupes !

Les mouvements sociaux sont conscients de cette sophistication du racisme. Pour définir cette dernière, certaines organisations antiracistes proposent le concept de racisme intersectionnel. Il s'agit d'un type de racisme où le déni ou le refus est fondé à la fois sur les critères du pays d'origine, de la langue parlée, de la culture de provenance, de la religion pratiquée, de l'âge et du sexe. Est ainsi prise en

compte la pluralité des composantes rejetées par les mesures de blocage, de sélection et d'expulsion qui frappent exilées et exilés. Nous pouvons ainsi relever certaines revendications que nous considérons comme centrales :

■ La revendication classique des mouvements citoyens et sociaux contre la discrimination raciste est l'abolition de la domination néocoloniale du monde ; domination bénéficiant aux grandes banques et aux multinationales qui réduisent la nature et les richesses du Tiers monde à des « ressources naturelles », les classes laborieuses à des « ressources humaines », et les familles les plus défavorisées fuyant la pauvreté et la guerre à des dangereux criminels...

■ Par conséquent, les mouvements sociaux en lutte contre les meurtres racistes, la violence sexiste, les menaces, la criminalisation des défenseur-es des droits humains revendiquent la fin de l'impunité dont les forces de sécurité, les criminels, les politicien-nes racistes bénéficient non seulement dans les pays du Nord, mais aussi dans ceux du Sud.



■ Parmi les autres revendications de la lutte anti-raciste dans les pays du Nord figure comme corollaire l'abolition de la politique discriminatoire en matière de migration. A cet égard, il convient de souligner les revendications des organisations antiracistes dénonçant le racisme anti-Noir-es constaté en Ukraine à l'occasion de la guerre impérialiste qui frappe ce pays². « Devant les risques d'aggravation de cette guerre et ses conséquences dévastatrices pour les populations civiles et plus largement en Afrique, le collectif dénonce ces pratiques hideuses, xénophobes et discriminatoires relevant d'un autre âge et condamne fermement ces atteintes contraires aux droits humains et aux principes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Devant cette montée fulgurante de la haine raciale dans le monde, il est urgent que tous les pays respectent et mettent en œuvre la Convention des nations contre le racisme ainsi que le programme et plan d'action de la Conférence Mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie qui y est associée. (Durban en Afrique du Sud, du 31 août au 8 septembre 2001) »

■ Les mouvements sociaux revendiquent leur droit à la légitime défense et à l'auto-défense pour protéger celles et ceux qui sont confrontés à des formes multiples et croisées de discriminations et qui sont les plus à risque d'être la cible d'attaques et de restrictions fondées sur la précarité économique, le sexe et l'orientation sexuelle, la « race » et d'autres formes de discrimination qui touchent les femmes salariées, les travailleuses, les défenseur-es des droits humains, les défenseur-es des droits des peuples autochtones et colonisés et les activistes des communautés marginalisées, sans parler de celles et ceux qui manifestent, qui résistent et se livrent à des actes de désobéissance civile pour exiger une action environnementale ou sociale contre la répression et la persécution.

■ Les organisations de paysannes, de femmes et d'exilées exigent une confrontation franche avec le passé raciste et les crimes fascistes des putschs militaires des années 1970 et 1980, des massacres commis à la suite de confiscation d'usines, de la terre et de l'habitat des communautés locales, des opérations paramilitaires, de la migration forcée causée par la destruction des écosystèmes par des multinationales – responsables *par excellence* des inégalités.

■ Enfin, les mouvements sociaux contre le racisme revendiquent la création de commissions de réhabilitation et de justice restauratrice au bénéfice des victimes des politiques racistes et coloniales en réponse aux programmes d'ajustement structurel imposés sans le consentement des peuples.

En fin de compte, l'évolution des revendications des mouvements sociaux contre ces différents types de politiques racistes est une réponse à la sophistication des formes de domination raciste à travers l'histoire.

NOTE

1. Selon Etienne Balibar, le racisme différentialiste est une forme de mutation du racisme observée depuis les années 1970 et que l'on peut définir comme un déplacement de l'idéologie raciste depuis une conception biologique de la « race », vers une conception plus culturelle.

2. Communiqué collectif « [Stop au racisme en Ukraine !](#) » signé par 33 ONG, à Genève le 2 mars 2022, disponible sur le site *Madaniya*, « [Ukraine : Trente-trois ONG dénoncent le racisme anti-Noir](#) », le 4 mars 2022.



Les publications du CETIM en lien avec les « populismes », racismes et néofascismes



Près de 50 ans de lutte contre les inégalités

CETIM

2017 – Article

Cet article publié sur le site du CETIM dresse un bilan d'étape des nombreux combats menés par notre association en matière de renforcement et de promotion du droit au développement et des droits humains. Il fournit également une analyse de l'action néfaste des mouvements et partis réactionnaires, et décrit brièvement les causes, conséquences et alternatives au maldéveloppement à l'échelle mondiale.



Le droit à la non-discrimination

Melik Özden

2011 – 64 pages

Dans cette brochure, Melik Özden fait le point sur le droit à la non-discrimination, qui occupe une place particulière dans les dispositifs de droits humains. Les instruments internationaux de droits humains interdisent toute distinction, exclusion, restriction ou toute autre traitement différencié au sein d'une communauté donnée – mais aussi entre des communautés – qui compromettent la jouissance des droits humains par toutes et tous sur la base du principe d'égalité.



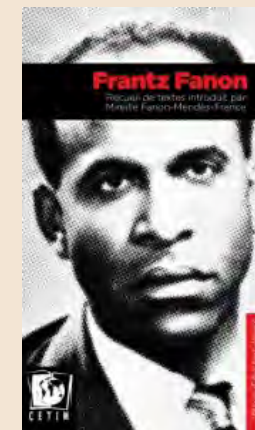
Afrique du Sud, du discours à la réalité

CETIM et al.

1984 – 219 pages

Fruit d'un travail collectif du CETIM, du Département missionnaire des Églises protestantes suisses (DM), de l'Entraide protestante suisse (EPER) et du mouvement anti-apartheid de Suisse (MAAS), ce livre analyse les rouages destructeurs du régime d'apartheid sud-africain.

Voir d'autres titres édités par le CETIM sur le sujet



Frantz Fanon, Recueil de textes introduit par Mireille Fanon-Mendès France

CETIM

2013 – 95 pages

Ce petit livre présente un choix de textes de Frantz Fanon parmi les plus marquants sur le racisme, le néo-colonialisme, la migration, l'aliénation, la perversité des discours dominants.



Solidarité internationaliste avec la société civile palestinienne

CETIM et al.

2021 – Déclaration

Cette déclaration collective (Amis de la Terre international, La Via Campesina, La Marche Mondiale des Femmes, FIAN International, GrassRoots International, Bizilur et CETIM) parue sur le site du CETIM est un témoignage de solidarité civile palestinienne. Les signataires demandent au ministère de la Défense et à l'appareil répressif israélien d'annuler les décrets promulgués contre six des plus importantes organisations de défense des droits humains en Palestine occupée.



Racisme et Apartheid aux États-Unis

CETIM

1997 – Intervention orale

Le CETIM grâce à son statut consultatif de l'ECOSOC auprès des Nations Unies, a eu l'occasion d'interpeller le Conseil des droits de l'Homme au sujet de la mise en œuvre du programme d'action pour la troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Dans le prochain numéro de *Lendemain(s) solidaires...*

Malgré la détérioration des déterminants sociaux de la santé (nourriture saine, eau potable, logement salubre, éducation/formation de qualité, revenu décent, etc.), le modèle médical néolibéral reste dominant et continue d'être promu. Ce modèle concentre les ressources sur le financement des structures privées de santé et de recherche médicale ainsi que sur les techniques et technologies médicales bénéfiques pour les investisseurs privés, au lieu de renforcer des systèmes de santé publique équitables, égalitaires et de s'attaquer aux sources sociales de la maladie. Ainsi, le corps humain est considéré comme une « machine à réparer » par des traitements personnalisés censés arrêter ou inverser le processus de la maladie, alors que l'état de l'environnement et la classe sociale de la personne ainsi que la répartition inéquitable des richesses sont ignorés.

Pour son troisième numéro consacré à la santé, *Lendemain(s) solidaires* collaborera avec [People's Health Mouvement](#), un réseau qui lutte dans plus de 80 pays et revendique un système de santé publique de qualité, solidaire et non marchand à l'échelle mondiale. Notre revue donnera la parole aux militant·es, médecins, infirmier·ères et expert·es qui proposent des alternatives pour que le droit à la santé soit enfin une réalité pour toutes et tous.

